

PROJETS FERROVIAIRES D'ENVERGURE

Tebboune ordonne leur accélération

Si l'Algérie lorgne vers le Nord pour s'émanciper des hydrocarbures et diversifier son économie, elle garde toutefois ses racines en Afrique et entend, dans le cadre de la ZLECAF entre autres, assurer le développement de ses exportations. Pour ce faire, rien de mieux que le transport ferroviaire. Le Président Tebboune s'est enquis des projets ferroviaires en cours et a ordonné le lancement immédiat de la concrétisation du projet de la ligne ferroviaire reliant Laghouat à Tamanrasset, ainsi que de la ligne El Meniaa – Timimoun – Adrar. P 3



OUVERTURE DU CAPITAL DE LA BDL **75,33 milliards de DA collectés**

La Banque de Développement Local (BDL) fera officiellement son entrée en Bourse, jeudi prochain, marquant ainsi une étape importante pour le marché financier algérien. L'annonce a été faite ce lundi par Youcef Bouzenada, président de la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB), qui a salué la réussite de l'opération de souscription qualifiée d'« exceptionnelle ».

P 2

LA CONSOMMATION A ATTEINT 73 MILLIONS TEP EN 2024

Les options du gouvernement face au défi énergétique

Entre 2020 et 2024, la consommation énergétique de l'Algérie a littéralement explosé, passant de 30 millions à 73 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP). Cette augmentation vertigineuse, révélatrice de la montée en puissance de la demande nationale en énergie, est devenue une préoccupation majeure pour le gouvernement. Face à ce défi sans précédent, les autorités misent sur une diversification énergétique ambitieuse, principalement axée sur le développement des énergies renouvelables.

P 3

L'AFRIQUE

Un potentiel énergétique certain, mais la plus faible consommation d'énergie dans le monde

Elle dispose de réserves confortables et a attiré d'importants investissements ces dernières années, notamment dans le secteur gazier suite à d'importantes découvertes de nouveaux gisements, et par conséquent la mise en valeur d'un potentiel en hydrocarbures qui reste à découvrir. « L'Afrique occupe une bonne place dans le classement mondial avec 126 Md de barils de pétrole et 22.000 Md M3 de gaz, soit respectivement 7,2% et 8%. Ces chiffres n'incluent pas le gaz non conventionnel surtout dont les réserves techniquement récupérables sont très importantes (40.000 Md M3) et essentiellement situées en Algérie (24.000 Md M3).

P 4

DOMAINE NATIONAL
**Introduction
du livret foncier
électronique en 2025** P 2

ALGÉRIE-PORTUGAL
**Hisser les relations de
coopération à des niveaux
supérieurs** P 4

INDUSTRIE AUTOMOBILE
**Le ministre de l'Industrie
reçoit une délégation du
Constructeur Hyundai** P 4

PATRONAT

L'UNEP organise
vendredi prochain
une rencontre sur
le partenariat
public-privé

L'Union Nationale des Entrepreneurs Publics (UNEP) organisera vendredi prochain à Alger, une rencontre consacrée au partenariat public-privé sous le thème "le rôle de l'entreprise dans l'émergence de l'économie algérienne", a-t-elle indiqué lundi dans un communiqué. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de "l'axe global de réflexion de l'organisation et sera l'occasion de traiter du partenariat public privé", précise la même source. "Nos débats et réflexions pourraient constituer une contribution et un enrichissement au projet de texte législatif " relatif à ce partenariat, ajoute le communiqué. Il s'agit selon l'UNEP d'une rencontre d'études et de débats, dont les contributions pratiques, nées de l'expérience des participants pourraient constituer des bases de recommandations que l'organisation adressera aux pouvoirs publics. En marge de cette rencontre, il sera question aussi d'échanger collectivement autour des actions et activités réalisées depuis la dernière réunion de l'UNEP et des perspectives de l'organisation.

OUVERTURE DU CAPITAL DE LA BDL

75,33 milliards de DA collectés

La Banque de Développement Local (BDL) fera officiellement son entrée en Bourse, jeudi prochain, marquant ainsi une étape importante pour le marché financier algérien. L'annonce a été faite ce lundi par Youcef Bouzenada, président de la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB), qui a salué la réussite de l'opération de souscription qualifiée d'« exceptionnelle ».

Par M. A.

Le processus d'introduction en Bourse de la BDL, lancé du 20 janvier au 20 février 2025, a suscité un engouement inattendu. La demande sur les actions a largement dépassé l'offre, enregistrant un excédent de 21,74 %. En effet, plus de 53,8 millions d'actions ont été demandées, alors que seulement 44,2 millions étaient proposées à la vente, au prix de 1 400 dinars par action. Cette mobilisation a permis de collecter un montant record de 75,33 milliards de dinars, bien au-delà de l'objectif initial de 61,88 milliards de dinars. Ce succès reflète la solidité financière de la BDL et la confiance qu'elle inspire aux investisseurs. Bouzenada a également souligné que la banque a dû procéder à des compensations pour les souscripteurs n'ayant pas pu obtenir d'actions en raison de la forte demande. L'opération a attiré 27 418 souscripteurs, dont une majorité de particuliers. En effet, 26 489 investisseurs individuels ont acquis plus de 35 millions d'actions, représentant un montant supérieur à 49 milliards de dinars. À cela s'ajoutent 911 personnes morales, qui ont acquis plus de 1,5 million

d'actions pour un montant excédant 10 milliards de dinars, ainsi que 18 investisseurs professionnels ayant acheté plus de 7,6 millions d'actions pour un total de plus de 2 milliards de dinars. Plusieurs institutions bancaires ont participé à l'opération de souscription, notamment la BDL elle-même (64,49 %), le Crédit Populaire Algérien (19,98 %), la Banque Extérieure d'Algérie (18,14 %), la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (7 %) et la Banque Nationale d'Algérie (près de 7 %). D'autres établissements tels que la Caisse Nationale d'Épargne et de Prévoyance (5,37 %) et la Société Générale Algérie (0,6 %) ont également pris part à l'opération. La répartition géographique des souscriptions montre un large engouement à travers le pays, avec une forte participation de cinq wilayas : Alger (26 %), TiziOuzou (9,51 %), Sétif (6,13 %), Oran (5,7 %) et Béjaïa (5,61 %). Grâce à cette introduction en Bourse, la capitalisation boursière de la Bourse d'Alger connaîtra une augmentation significative de 43 %, atteignant ainsi 750 milliards de dinars. Cet événement marque un tournant majeur pour le marché financier algérien, attestant de l'intérêt croissant des

citoyens pour la Bourse. « Les résultats encourageants de cette introduction devraient inciter d'autres entreprises, notamment publiques, à envisager cette forme de financement », a déclaré Youcef Bouzenada. En effet, l'enthousiasme suscité par cette opération pourrait encourager d'autres acteurs économiques à suivre l'exemple de la BDL, notamment l'opérateur de téléphonie mobile Djazzy, dont l'entrée en Bourse est prévue pour cette année. L'augmentation de capital réalisée par la BDL a pour objectif de renforcer sa capacité de financement. Grâce aux fonds collectés, le capital social de la banque passera de 103,2 milliards de dinars à 147,4 milliards de dinars, consolidant ainsi sa position sur le marché. Ce soutien financier permettra également de mieux répondre aux exigences économiques et de diversifier les ressources de financement de la banque. Cette opération constitue la deuxième ouverture de capital d'une banque publique en Algérie, après celle du Crédit Populaire Algérien en 2024. Elle témoigne de la volonté des autorités de dynamiser le marché boursier national et d'offrir de nouvelles perspectives aux investisseurs.

DOMAINE NATIONAL

Introduction du livret foncier électronique en 2025

Synthèse S R.

Le directeur général des services de la direction générale du Domaine national, Abderrahmane Khiddi, a annoncé qu'un livret foncier électronique sera introduit en 2025 sous forme d'une carte électronique contenant toutes les informations sur la propriété foncière et son titulaire. Ce nouveau format vise à accélérer la délivrance des livrets, renforcer la transparence et la sécurité des transactions foncières et assurer un meilleur suivi des transferts de propriété, précise-t-il. En effet, la direction œuvre à la dématérialisation des procédures en permettant, notamment, le paiement

électronique des frais liés aux services fonciers. Dans une déclaration à l'APS, Khiddi a fait état de la mise en place de bases de données exhaustives regroupant des informations sur les propriétaires fonciers, qu'ils soient personnes physiques ou morales, ainsi que des détails sur leurs biens, leur contenu et les droits y afférents. Grâce à ce processus, plus de 14 millions de propriétés foncières ont été numérisées, a-t-il précisé. A ce titre, M. Khiddi a mis en avant la plateforme numérique "Fada El Djazair", qui offre un accès simplifié aux informations cadastrales et foncières. Ce portail, lancé en mai 2024, propose plus de 6.500 services électroniques

et a déjà attiré plus de 1,2 million de visiteurs. De nouveaux services y seront intégrés afin de réduire les déplacements des citoyens vers les bureaux du cadastre et de la conservation foncière.

Plus de 320.000 livrets fonciers
délivrés en 2024

Par ailleurs, les services de la direction générale du Domaine national ont délivré plus de 320.000 livrets fonciers en 2024, enregistrant ainsi une hausse de plus de 16% par rapport à l'année précédente, a indiqué son directeur général, Abderrahmane Khiddi. Il a souligné que l'année 2024 a été marquée par une nette amélioration dans la gestion

des demandes des citoyens, notamment en ce qui concerne la préparation et la remise des livrets fonciers. Ainsi, 324.062 livrets fonciers ont été délivrés, soit une progression de 16,57% par rapport à 2023. Ce bilan représente 89,34% des demandes reçues par les services du Domaine national à travers les différentes wilayas du pays. M. Khiddi a attribué cette performance à l'adoption de plusieurs applications numériques facilitant le travail des conservations foncières. Evoquant le processus de numérisation, M. Khiddi a rappelé que la direction générale du Domaine national a lancé un programme ambitieux visant une numérisation com-

plète des services du Domaine de l'Etat, du cadastre et de la conservation foncière. « L'objectif est d'améliorer la gestion administrative et le service public, tout en optimisant l'exploitation des biens de l'Etat, afin de favoriser la création de richesse dans le cadre du développement économique du pays. Dans ce cadre, tous les plans cadastraux nationaux ont été numérisés, ainsi que les documents et archives des conservations foncières. Plus de 27 millions de documents ont ainsi été intégrés dans une base de données couvrant 217 conservations foncières à travers le pays », conclut-il.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PROJETS FERROVIAIRES D'ENVERGURE

Tebboune ordonne leur accélération

Si l'Algérie lorgne vers le Nord pour s'émanciper des hydrocarbures et diversifier son économie, elle garde toutefois ses racines en Afrique et entend, dans le cadre de la ZLECAF entre autres, assurer le développement de ses exportations. Pour ce faire, rien de mieux que le transport ferroviaire. Le Président Tebboune s'est enquis des projets ferroviaires en cours et a ordonné le lancement immédiat de la concrétisation du projet de la ligne ferroviaire reliant Laghouat à Tamanrasset, ainsi que de la ligne El Meniaa – Timimoun – Adrar.

Par Réda Hadi

Lors de ce conseil, le Président a donc ordonné le lancement immédiat de la concrétisation du projet de la ligne ferroviaire reliant Laghouat à Tamanrasset, et de la ligne El Meniaa - Timimoun - Adrar, en raison de leur extrême importance stratégique pour l'économie nationale, ainsi que pour la dimension sociale de l'Algérie, qui a amorcé une dynamique de développement pionnière avec un impact national, continental et international. En effet l'Algérie s'est lancée dans un programme de transport ferroviaire, aussi ambitieux qu'inédit puisque ceux-ci outre sa fonction sociale, le rail est le moyen le plus sur et le moins cher pour relier un point à un autre. Le président est conscient de l'importance que représente le chemin de fer pour relier les populations, dans son point de vue social et économique. En résumé le développement du rail de l'engagement de Tebboune à moderniser l'infrastructure du pays. En effet, ce programme ambitieux a pour objectif de renforcer la compétitivité nationale, d'améliorer l'infrastructure de transport et de soutenir la croissance économique, tant au niveau régional qu'international. Il comprend d'importants investissements destinés à l'acquisition de nouveaux équipements fer-

roviaires, à la réhabilitation des infrastructures existantes et à l'extension du réseau, en particulier dans le sud du pays et les régions minières stratégiques. D'ailleurs sur ce sujet, Mahfoudh Kaoubi, sur les ondes de la Radio Algérienne, a affirmé que le rail est l'un des éléments qui rentrent dans la chaîne logistique indispensable à toute opération de développement économique, notant que le secteur accuse un important retard dans la réalisation d'infrastructures en matière de lignes ferroviaires et portuaires. Evoquant l'architecture, mise en place par les pouvoirs publics, dans la dynamique du développement économique de par l'industrie d'extraction de minerais et la distance séparant les sites d'extraction et les sites de transformation, l'intervenant soutient que « les lignes de chemins de fer en réalisation sont indispensables pour la viabilité des projets à l'instar de l'axe reliant Tindouf à Gara Djebilet. » Dans ce contexte, l'un des volets principaux du programme de Tebboune, est l'achat de nouveaux équipements ferroviaires. Un montant de 378 milliards de DA, soit environ 3 milliards de dollars, a été alloué pour l'acquisition de ces équipements, avec un financement progressif validé par les autorités. Parallèlement, un programme de réhabilitation et de maintenance des infrastructures

existantes, incluant la rénovation des lignes ferroviaires et des installations connexes, est en cours, avec un budget de 41 milliards de dinars (environ 300 millions de dollars). Actuellement, le réseau ferroviaire algérien s'étend sur 4.722 kilomètres, mais il devrait atteindre 6.500 kilomètres à la fin de ce programme. L'objectif à long terme est de porter ce réseau à 15.000 kilomètres d'ici 2030, faisant de l'Algérie le pays avec le plus grand réseau ferroviaire d'Afrique et du monde arabe. Parmi les projets phares figurent la ligne reliant Alger à la frontière du Niger, sur 2,439 kilomètres, et celle entre Oran et la frontière malienne, sur 2,480 kilomètres. Parmi les projets les plus stratégiques, la ligne ferroviaire reliant le site minier de Gara Djebilet au reste du réseau national occupe une place centrale. Ce projet de 950 kilomètres vise à transporter le minerai de fer extrait de ce site vers les complexes sidérurgiques du nord du pays. D'un montant de 700 milliards de dinars (environ 5,2 milliards de dollars), il devrait être achevé d'ici 2026 et représenter un moteur essentiel pour l'industrie sidérurgique algérienne. Il permettra à l'Algérie de réduire sa dépendance aux importations et de renforcer ses exportations de minerais, avec des revenus estimés entre 10 et 14 milliards de dollars par an, dès 2026.

AÏD EL-ADHA L'Etat importera un million de moutons

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, le lancement d'une consultation internationale en vue d'importer jusqu'à un million de têtes de bétail en prévision de l'Aïd El-Adha, indique un communiqué du Conseil. A ce propos, le Chef de l'Etat a ordonné « l'élaboration d'un cahier des charges pour lancer, dans les plus brefs délais, une consultation internationale avec des pays ayant une capacité d'approvisionnement, pour importer jusqu'à un million de têtes de bétail en prévision de l'Aïd El-Adha », en veillant à ce que ce cahier des charges prévoit un prix plafond. L'Etat prendra en charge l'importation via ses établissements et organismes spécialisés dans la filière, a-t-il affirmé, ordonnant de collaborer avec des coopératives publiques spécialisées, au niveau des wilayas, pour la vente des moutons, en coordination avec les instances et établissements habilités à la commercialisation, selon la même source. En outre, le président de la République a enjoint d'autoriser la vente par l'intermédiaire des services sociaux au sein des établissements et entreprises, lesquels doivent assurer la distribution et la coordination avec les partenaires sociaux.

LA CONSOMMATION A ATTEINT 73 MILLIONS TEP EN 2024

Les options du gouvernement face au défi énergétique

Par Mourad A.

Entre 2020 et 2024, la consommation énergétique de l'Algérie a littéralement explosé, passant de 30 millions à 73 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP). Cette augmentation vertigineuse, révélatrice de la montée en puissance de la demande nationale en énergie, est devenue une préoccupation majeure pour le gouvernement. Face à ce défi sans précédent, les autorités misent sur une diversification énergétique ambitieuse, principalement axée sur le développement des énergies renouvelables. Lors de son intervention au Forum de la radio nationale, Noureddine Yassaâ, secrétaire d'Etat chargé des Énergies renouvelables au ministère de l'Énergie, a souligné l'urgence de transformer le mix énergétique national. « La consommation énergétique a doublé en seulement quatre ans en raison de facteurs à la fois structurels et conjoncturels, notamment la croissance démographique, l'essor industriel et l'augmentation du parc immobilier », a-t-il expliqué. Selon lui, cette hausse représente un défi majeur pour l'avenir énergétique du pays. Afin de sécuriser l'approvisionnement énergétique tout en répondant aux

exigences de durabilité, l'Algérie a engagé un processus de diversification de son mix énergétique. L'objectif est ambitieux : porter la part des énergies renouvelables à 30 % d'ici 2035, soit une capacité de production de 15 000 mégawatts (MW). Pour atteindre cet objectif, plusieurs projets phares ont déjà été lancés. Un premier lot de 2 000 MW d'énergie solaire photovoltaïque a été lancé entre 2023 et 2024, avec les premières centrales prévues pour entrer en service dès la fin de l'année 2025. Parallèlement, dix sites ont été identifiés pour la production de 1 000 MW d'énergie éolienne. « La transition énergétique n'est plus un choix, mais une nécessité. Nous devons anticiper les besoins futurs en misant sur des ressources propres et durables », a insisté Noureddine Yassaâ. L'Algérie, bénéficiant d'un ensoleillement exceptionnel et de vastes territoires exposés aux vents, dispose d'un potentiel considérable en matière d'énergies renouvelables. Les études les plus récentes montrent des vitesses de vent pouvant atteindre 8 mètres par seconde dans certaines régions, tandis que le rayonnement solaire figure parmi les plus élevés au monde. « Nous avons réévalué nos cartes et nos études pour

identifier les zones à fort potentiel. Désormais, il ne s'agit plus seulement de produire pour la consommation intérieure, mais aussi d'envisager des exportations vers l'Europe », a précisé Yassaâ. En effet, l'Algérie travaille sur le projet MedLink, qui prévoit de relier le réseau électrique national à l'Italie via un câble sous-marin, permettant l'exportation de jusqu'à 5 000 MW d'énergie renouvelable. En plus de l'énergie solaire et éolienne, l'Algérie mise également sur l'hydrogène vert, considéré comme un vecteur énergétique d'avenir. Un projet pilote de 50 MW est déjà en cours, mené par Sonatrach en partenariat avec des acteurs européens, notamment allemands et autrichiens. « L'Algérie a l'ambition de devenir un leader régional dans le domaine de l'hydrogène vert. Nos capacités, notre expertise et nos infrastructures gazières existantes nous placent en position de force », a affirmé le secrétaire d'État. Pour assurer la pérennité de ce virage énergétique, l'Algérie investit également dans la modernisation de son réseau électrique. Le raccordement des réseaux nord et sud est en cours, avec l'introduction d'outils numériques et d'intelligence artificielle pour optimiser la gestion de l'énergie. « Il est impératif de moderni-

ser nos infrastructures pour absorber la production des nouvelles capacités et garantir une distribution fiable sur l'ensemble du territoire », a expliqué Yassaâ. Malgré les défis, l'optimisme est de mise. La baisse des coûts des panneaux solaires et des équipements de stockage ouvre la voie à une rentabilité accrue des projets renouvelables. De plus, l'Algérie bénéficie d'une expertise historique en matière de production et de distribution d'électricité, ce qui constitue un atout considérable pour attirer les investisseurs étrangers. Pour Noureddine Yassaâ, la diversification énergétique est aussi une réponse aux enjeux économiques et environnementaux. « Réduire notre dépendance aux énergies fossiles, c'est aussi libérer du gaz naturel pour d'autres usages industriels et pour l'exportation. Cela contribue à renforcer l'économie nationale et à garantir une meilleure gestion de nos ressources », a-t-il conclu. Alors que la demande énergétique mondiale continue de croître, l'Algérie entend s'affirmer comme un acteur incontournable de la transition énergétique en Méditerranée et en Afrique. Les défis sont nombreux, mais la volonté de s'inscrire dans un avenir plus vert et plus durable est désormais clairement affichée.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Le ministre de l’Industrie reçoit une délégation du Constructeur Hyundai

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a reçu à Alger, une délégation du Groupe omanais Bahwan (Holding), ainsi que des représentants du Constructeur automobile sud-coréen Hyundai, avec lesquels il a examiné les voies du renforcement de la coopération, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, tenue dimanche au siège du ministère, s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération économique et du développement de l'industrie automobile en Algérie, précise le communiqué. La rencontre a permis d'examiner les voies du renforcement de la coopération et de définir une feuille de route conjointe afin d'établir une industrie automobile locale, en réponse aux attentes du citoyen algérien, conformément aux instructions des hautes autorités visant à développer le secteur de l'industrie mécanique et à renforcer l'investissement.

AIR ALGÉRIE

Un partenariat avec une société américaine pour la formation des pilotes

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a signé un partenariat avec CPaT Global, leader mondial de la formation à distance dans le secteur de l'aviation, en vue de moderniser et renforcer la formation de ses pilotes, a indiqué dimanche la compagnie dans un communiqué. Cet accord prévoit l'intégration de solutions numériques avancées et interactives, reposant sur des outils de simulation et d'apprentissage à distance, afin d'améliorer la préparation opérationnelle des pilotes et d'élever les standards de sécurité et d'efficacité d'Air Algérie, explique la même source. Cette collaboration s'inscrit dans la stratégie de modernisation de la compagnie, qui vise à adopter les meilleures pratiques en matière de formation aéronautique et à investir dans des technologies de pointe pour assurer une évolution continue de ses opérations, précise le document.

ALGÉRIE-PORTUGAL

Hisser les relations de coopération à des niveaux supérieurs

L'Algérie a célébré le cinquantième anniversaire de l'établissement de ses relations diplomatiques avec le Portugal ainsi que le vingtième anniversaire de la signature du Traité de bon voisinage, indique dimanche, un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. L'Algérie a rappelé, à cette occasion, "la profondeur des relations liant les deux pays et peuples algérien et portugais, enracinées à travers l'histoire", selon le communiqué. La célébration de ces deux événements importants intervient "à un moment où les relations entre les deux pays connaissent un développement significatif

dans divers domaines, notamment à la lumière de la récente visite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en République portugaise en mai 2023, qui a abouti à des résultats encourageants au service des intérêts des deux peuples amis algérien et portugais", ajoute la même source, précisant que "cette visite vient couronner un parcours riche en échanges au plus haut niveau entre les deux pays". A cette occasion, l'Algérie a réaffirmé "sa volonté de poursuivre le travail avec la partie portu-

gaise afin de hisser les relations de coopération et de partenariat entre les deux pays à des niveaux supérieurs, mais aussi d'intensifier la coordination et la concertation sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, à même de renforcer le respect de la légalité internationale, du droit international, et de la Charte des Nations unies, et de servir les questions de paix et de sécurité dans le monde", a conclu le communiqué.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES DOUANES L'A SOULIGNÉ :

« Nous œuvrons à renforcer le rôle de la femme douanière»

Le directeur général des Douanes, le général-major Abdelhafid Bakhouch, a affirmé que les services des Douanes œuvrent à renforcer le rôle de la femme douanière en lui attribuant des postes de responsabilité et en l'intégrant dans le processus de décision. Lors d'une cérémonie organisée par la Direction générale des Douanes dimanche soir à Alger, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, le général Bakhouch a indiqué que ses services «poursui-

vent leurs efforts pour renforcer le rôle de la femme douanière en lui attribuant des postes de responsabilité et en l'intégrant dans la prise de décision». Il a souligné que «la nomination de nombreuses femmes à des postes de leadership au cours des dernières années est une preuve de l'engagement des Douanes en faveur du principe d'égalité des chances et de reconnaissance de leur excellence dans la gestion des Douanes avec mérite et compétence». Le général Bakhouch a salué les

contributions de la femme douanière dans la promotion de l'économie nationale, affirmant qu'elle représente une «pierre angulaire» du système douanier, car elle «participe à la protection de l'économie nationale, à la sécurisation des frontières et à la lutte contre la criminalité économique en assumant ses responsabilités sur tous les fronts, que ce soit dans les postes frontaliers, en mission sur le terrain, ou dans les cadres administratifs et techniques».

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 09 مارس 2025 الموافق لـ 09 رمضان 1446
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 09 Mars 2025 (09 Ramadan 1446)

Produits		Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²	
		DA / Kg			دج / كلف	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	88	102	74	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	94	108	80	الطماطم	
	Oignon sec	52	58	45	البصل الجاف	
	Ail sec	701	789	614	الثوم الجاف	
	Carotte	69	79	59	الجزر	
	Navet	78	88	69	لفت	
	Choux fleur	69	78	60	قرنبيط	
	Choux	87	97	76	الكرنب	
	Courgette	112	125	99	الكوسة	
	Haricot vert	468	494	442	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	111	126	97	الخس	فواكه طازجة
	Orange	100	130	70	البرتقال	
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	465	576	354	التفاح المحلي	
	Datte	538	673	404	التمر	
Produits d'origine animale	Banane	605	622	587	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1756	1894	1618	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	377	389	365	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,37	-1,10	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	4,13	8,27	7,53	7,17	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 237,00	NC	0,00	-0,88	-1,77	11,77	5,59	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-1,58	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,11	-8,85	2,03	-	0	0,00

L'AFRIQUE

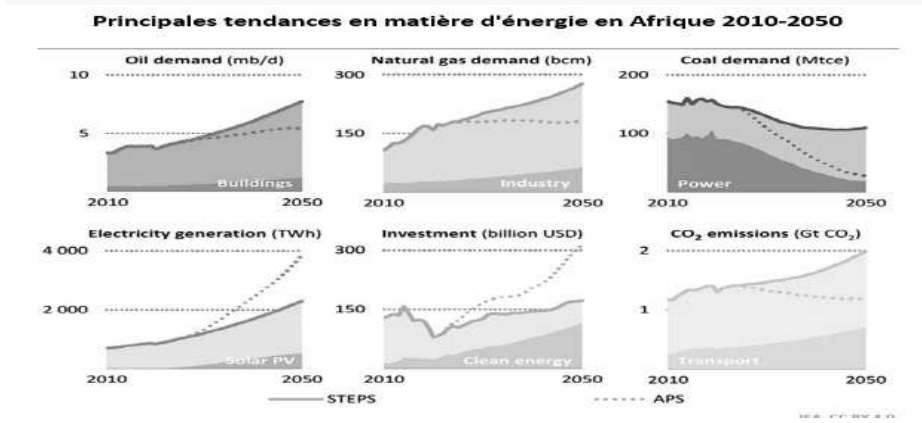
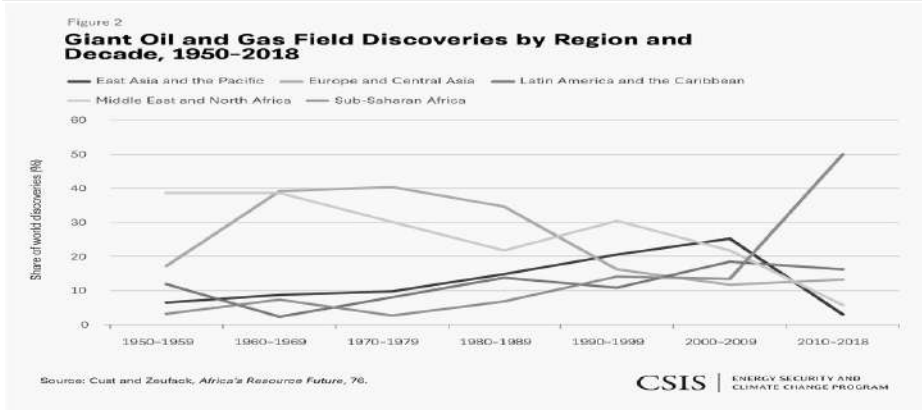
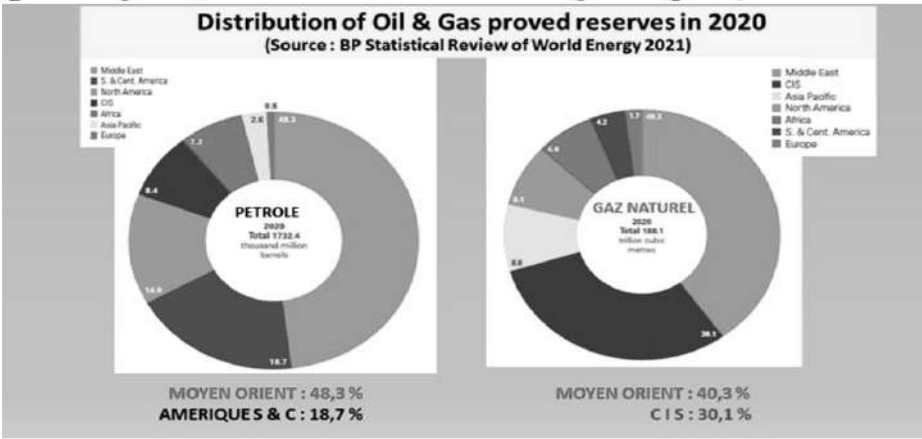
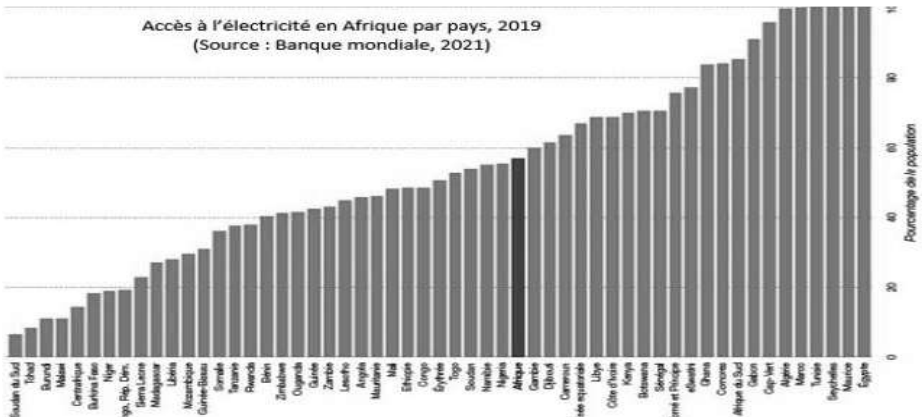
Un potentiel énergétique certain, mais la plus faible consommation d'énergie dans le monde

Elle dispose de réserves confortables et a attiré d'importants investissements ces dernières années, notamment dans le secteur gazier suite à d'importantes découvertes de nouveaux gisements, et par conséquent la mise en valeur d'un potentiel en hydrocarbures qui reste à découvrir. « L'Afrique occupe une bonne place dans le classement mondial avec 126 Md de barils de pétrole et 22.000 Md M3 de gaz, soit respectivement 7,2% et 8%. Ces chiffres n'incluent pas le gaz non conventionnel surtout dont les réserves techniquement récupérables sont très importantes (40.000 Md M3) et essentiellement situées en Algérie (24.000 Md M3).

Par A. Attar (*)

Les réserves gazières sur la côte Est sont déjà développées et commencent à être exportées. Celles de la côte Ouest le sont déjà depuis plusieurs années, mais ceux sont surtout les récentes découvertes en cours de développement ou à développer qui sont en mesure de faire de l'Afrique un continent qui va compter à l'avenir dans le secteur des hydrocarbures. 40% des découvertes de gaz naturel enregistrées au cours de la décennie 2010-2020 sont situées en Afrique. Au-delà des pays déjà producteurs et exportateurs d'hydrocarbures (d'Afrique du Nord, et de l'Ouest) depuis plusieurs années, la Côte d'Ivoire est en train de devenir aussi un pays pétrolier et gazier. La Namibie ambitionne de devenir un des 15 premiers pays pétroliers au cours de la prochaine décennie, tandis que la RDC pourrait renfermer 22 milliards de barils de pétrole à exploiter. La Mauritanie et le Sénégal se préparent quant à eux à recevoir dès 2025 les premiers volumes de gaz naturels du gisement commun développé (GTA) en partenariat avec BP et Kosmos, et à développer les autres gisements non développés à ce jour. Malgré ce potentiel en place ou encore les perspectives de nouvelles découvertes ainsi que celles liées au développement du potentiel en ENR, l'Afrique demeure le continent qui consomme le moins d'énergie. Si on exclue l'Afrique du nord et l'Afrique du Sud, cette consommation n'est que de 180 KWh par habitant, contre 6500 KWh en Europe et 13000 KWh aux États-Unis. Près de 600 millions d'Africains n'ont pas encore accès à l'électricité, dont 43% de la population subsaharienne. En attendant, la population totale d'Afrique va passer de 1,4 à 2,5 milliards d'habitants en 2050, soit 25% de la population mondiale, et la demande en pétrole et en gaz va pratiquement doubler par rapport à 2010. Le handicap l'Afrique Sub-Saharienne est celui de la faiblesse des infrastructures de transformation, et de transport / distribution interrégional de produits énergétiques. Des efforts sont fournis au niveau de quelques pays qui ont les moyens financiers, ou sont soutenus par les institutions financières internationales, notamment à travers des investissements locaux pour développer le recours aux ENR, dont le potentiel est énorme surtout au niveau des pays subsahariens, mais le résultat est lent alors que les besoins se multiplient en rapport avec la croissance démographique. Les réserves en hydrocarbures disponibles, découvertes et à développer, ou encore à découvrir sont aussi très importantes, et susceptibles de couvrir tous les besoins de l'Afrique subsaharienne, mais il faudrait disposer des investissements nécessaires et des conditions favorables pour les mettre en œuvre. Selon le cabinet Rystad, il faudrait investir pas moins de 375 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie dans le secteur des hydrocarbures. Le cabinet McKinsey de son côté estime qu'il faudra investir près de 400 milliards de dollars à l'horizon 2050 pour accroître la transmission et la distribution d'électricité en Afrique. La situation est différente dans les pays d'Afrique du Nord, en particuliers pour l'Algérie et la Libye, qui disposent de réserves suffisantes, et d'infrastructures de production, de transformation, et de transport, adaptées aux besoins de consommation interne.

Le cas de l'Algérie mérite d'être souligné au vu de ses réserves en déclin avec une consommation interne qui grimpe à raison de 8% par an pour le gaz naturel, principale source (98%) de production de son électricité. Le renouvellement de ses réserves en hydrocarbures conventionnels, ou si l'on veut la compensation des volumes soutirés à partir des réserves restantes, est incertaine, à moins de développer les hydrocarbures non conventionnels, dont les réserves techniquement exploitables sont considérables avec 22000 milliards de M3 de gaz et plus de 5 milliards de barils de pétrole. Mais il faudrait pour cela des investissements de plusieurs centaines de milliards de dollars sur le long terme que seul le partenariat peut mettre en place. Pour le moment l'Algérie est en train d'engager un important programme de transition énergétique à moyen terme par le recours aux ENR dont le potentiel est aussi très important, et plus tard l'hydrogène vert à l'horizon 2040. Son défi est triple : réussir sa transition énergétique pour réduire le poids des hydrocarbures dans sa consommation énergétique finale, réussir sa transition économique pour sortir de la dépendance de la rente, et se préparer ou maintenir l'option du développement des hydrocarbures non conventionnels pour parer à un éventuel déséquilibre entre réserves conventionnelles-Consommation énergétique interne-poids de la rente dans son économie. Tout se jouera au cours de la décennie 2030-2040. La Libye dont la situation politique intérieure demeure complexe, a pour objectif, le maintien des capacités de production des anciens gisements qui sont presque tous en dépletion, et l'accélération des investissements en partenariat pour renouveler ses réserves. Plusieurs « bid round » successifs ont été lancés avec succès au cours des trois dernières années, sur un domaine minier sous exploré par rapport à celui de l'Algérie, et son objectif est d'augmenter sa production de 1,4 à 2 millions de barils par jour au cours des trois prochaines années. Le gaz naturel correspond aussi à une composante centrale de la stratégie libyenne en matière de transition énergétique, puisque les réserves actuelles sont évaluées à environ 2200 milliards de M3, sans compter le potentiel en gaz de schiste. Pour le moment sa production gazière couvre ses besoins intérieurs, et lui permet d'exporter de faibles volumes vers l'Italie à partir du gisement de Wafa, mais son objectif est de devenir aussi un acteur gazier régional, notamment dans le secteur du GNL. Pour l'Égypte, ses réserves en gaz sont en chute malgré quelques découvertes récentes (ex : Gisement de Zhor), et sa production gazière ou du moins ce qui lui revient à partir du partenariat avec les différentes compagnies opératrices sur son domaine minier, ce qui l'a déjà amené à importer du gaz naturel dès 2024. Le Ministère du pétrole et des ressources minérales a déjà lancé plusieurs « bid round » au cours des 5 dernières années pour tenter de renouveler ses réserves en gaz surtout, et dont le plus récent en date du 02 Mars a proposé aux compagnies internationales 13 projets de partenariat en exploration-production, dont 7 comprennent des découvertes à développer dans le domaine offshore, et 6 périmètres d'exploration au niveau du Golfe de Suez et du désert Ouest de l'Égypte. La Tunisie et le Maroc, dépourvues de réserves en hydrocarbures sont dépendants pour le



moment des importations en gaz surtout et des efforts qu'ils tentent de fournir actuellement en matière de développement des ENR, et en hydrogène vert dans le futur. On peut donc considérer que l'Afrique ne manque pas de ressources énergétiques, qu'elles soient en hydrocarbures (conventionnels et non conventionnels), en ENR, ou nouvelles, telles que l'hydrogène vert qui attire déjà beaucoup d'investisseurs, mais qui sont plus intéressés par son exportation plutôt que sa transformation et son usage local. Les défis

les plus importants à relever sont liés aux investissements nécessaires pour développer et exploiter son potentiel énergétique, ainsi que les infrastructures de transport et de distribution de l'énergie, et bien sûr au développement des échanges entre régions et pays africains, des énergies à produire. Comme quoi, l'avenir énergétique des pays africains est en Afrique, entre pays africains, pour peu qu'ils y travaillent ensemble. (*) Expert en énergie, ancien ministre de l'énergie.

BORDJ BOU
ARRERIDJ

Poste de
transformation
mobile pour
renforcer
l'alimentation
électrique dans 4
communes

Une opération de montage des installations d'un poste de transformation mobile d'une capacité de 20 méga-voltampères a été lancée "dernièrement" dans la commune El Ach (Sud de Bordj Bou Arreridj) en vue de renforcer l'alimentation électrique dans quatre communes et plusieurs localités voisines, apprend-on dimanche auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. Selon la chargée de communication de la direction, Nari-mène Lounakel, ce poste de transformation mobile dont le montage des installations mené dans le cadre du programme d'investissement de la direction pour 2025 a été lancé dans la commune d'El Ach comprendra quatre départs de 30 kilovolts de puissance.

A terme, ce poste sécurisera et améliorera l'alimentation en énergie électrique dans les quatre communes du Sud de la wilaya, El Ach, Rabta, El Hamadia et Ksour (habitations et projets d'investissement agricole et industriel), a indiqué la même source.

Le poste permettra également d'atténuer la pression sur les transformateurs électriques actuellement opérationnels dans cette région surtout avec l'augmentation de la demande sur cette énergie, notamment durant la période estivale, selon la même source.

Le taux de couverture de la wilaya de Bordj Bou Arreridj par le réseau d'électricité atteint actuellement 98,7 % et celui de couverture par le réseau de gaz 98 %, a indiqué la même source qui a estimé que les projets en cours dans plusieurs localités enclavées devront augmenter davantage ces taux.

Les services de la direction œuvrent à étendre les réseaux d'électricité et de gaz aux localités les plus reculées de la wilaya pour améliorer les conditions de vie des citoyens et contribuer au développement local, a ajouté la même source

BOUIRA

Lancement d'une série de projets de développement

Une série de projets de développement relevant de plusieurs secteurs, dont un chantier de réalisation de 256 logements sociaux, ainsi que des travaux d'aménagement d'importants axes routiers, a été lancée dimanche à Bouira par les autorités locales de la wilaya.

C'est lors d'une visite dans la localité périphérique d'Ouled Bellil, située à la sortie sud de la ville de Bouira, que le wali Abdelkrim Laâmourî a donné le coup d'envoi du premier projet, qui est la réalisation de 256 unités de logement de la formule du logement social. Sur le site du chantier, M. Laâmourî a donné de fermes instructions aux entreprises en charge du projet pour qu'elles respectent les délais de livraison, ainsi que la qualité et les normes de réalisation de ces logements qui seront construits sur une superficie de plus de 12.000 M2, et pour un montant global de plus de 876 millions de dinars, selon la fiche technique du projet. Au cours de la visite, le wali Abdelkrim Laâmourî a lancé

les travaux d'aménagement du chemin de wilaya N 6 reliant la commune d'Ath Laâziz à celle de Taghzout sur une distance de 7 km. "Le montant alloué à ces travaux est de l'ordre de 82 millions de dinars, pour un délai de quatre mois au lieu de six mois initialement prévus", a expliqué à l'APS le directeur des travaux publics (DTP), Noureddine Gasmi. Un autre projet concernant l'aménagement urbain du grand boulevard longeant l'ex-route nationale n 18, et allant de la cité Herkat jusqu'à la nouvelle gare routière, a été également lancé lors de cette visite pour une enveloppe de 50 millions de dinars, selon les détails fournis par la directrice de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC), Mme

Fatma-Zohra Haddadi. "Ce projet porte l'aménagement de ce boulevard, avec la réhabilitation de la chaussée, des trottoirs, ainsi que, de l'éclairage public, dans un délai ne devant pas dépasser les 4 mois", a précisé Mme Haddadi à l'APS. Le secteur de l'Education nationale, lui aussi, a bénéficié de nouveaux projets notamment la réalisation d'un groupe scolaire au lieu-dit Ouled Boutoula, dont un délai de 6 mois a été imparti à l'entreprise réalisatrice pour parachever les travaux. Toujours dans le secteur de l'éducation, quatre classes d'extension réalisées au niveau de l'école primaire Hedjabi Brahim, et quatre autres à l'école primaire Morsli Nadir de la ville de Bouira, ont été inaugurées par le wali.

ALGER

Le wali inspecte des sites historiques en cours de restauration et de réhabilitation

Le wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabehi a inspecté, dimanche, des sites historiques en cours de restauration et de réhabilitation dans la commune de Raïs Hamidou, en perspective d'une exploitation touristique et culturelle, a indiqué un communiqué des services de la wilaya. Cette sortie sur le terrain s'inscrit dans le cadre de "la préservation du cachet architectural et histo-

rique qui distingue la capitale, et de la mise en valeur touristique des monuments historiques et culturels", précise-t-on de même source. A cette occasion, M. Rabehi a inspecté le "Casino de la Corniche" et s'est enquis du projet de réhabilitation de cet édifice de deux étages surplombant le front de mer, qui sera converti en hôtel-restaurant pour une exploitation touristique et économique.

Dans ce cadre, le wali a insisté sur la nécessité "d'accélérer le lancement des travaux de restauration et de réaménagement des façades des bâtisses donnant sur la mer, de nettoyer les abords de la RN 11, et de récupérer l'espace attenant à la bâtisse pour l'aménager en espace vert". A Bordj Mers Ed Debane El Djadid, sis dans la même commune, le wali d'Alger a écouté un exposé

sur la restauration et l'aménagement du Bordj qui sera converti en restaurant touristique moderne avec vue sur la baie d'Alger, tout en conservant son cachet authentique. M. Rabehi a mis l'accent sur la nécessité de "renforcer les moyens matériels et humains et de travailler suivant un calendrier précis", tout en "respectant les délais de livraison du projet".

JIJEL

Inscription d'un programme de traitement des glissements de terrain survenus sur des axes routiers

Un programme portant sur le traitement des glissements de terrain survenus sur des routes nationales (RN) et autres chemins de wilaya (CW) a été inscrit à l'indicatif de la wilaya de Jijel, au titre du 1er semestre en cours, a indiqué, dimanche, le directeur des travaux publics, Slimane Khelafa. Le même responsable a précisé que "dans le cadre du traitement des glissements de terrain constatés en plusieurs points de certaines RN et CW, du fait des perturbations climatiques, des appels d'offres viennent d'être publiés dans la presse national pour sélectionner les entreprises qui se verront confier les travaux de re-

mise en état au cours du 1er semestre de l'année en cours". M. Khelafa a également précisé que parmi les routes les plus touchées figurent la RN 137-B reliant les communes de Ziam Mansouriah et d'Erraguène Souici, la RN 137 entre El Aouana et Selma Benziada, ainsi que la RN 135-B en plusieurs points entre les communes de Taher, de Chehna, de Boucif Ouled Askeur et de Bouraoui Belhadef. La RN 43 (Jijel-Bejaia) fera également l'objet d'un certain nombre d'opérations pour traiter des glissements, notamment dans la partie ouest de la wilaya où l'état de la chaussée re-

présente un danger pour les usagers. Il en est de même pour la RN 77, dans la partie sud de la wilaya, où les opérations de remise en état seront accompagnées d'actions d'entretien d'ouvrages d'art, selon la même source. Pour rappel, les perturbations météorologiques qui avaient affecté la wilaya de Jijel à la fin du mois de janvier ont provoqué des glissements de terrain qui ont entraîné la fermeture de la route nationale 137-B dans son tronçon situé entre Ziam Mansouriah et Erraguène Souici, et occasionné des éboulements sur la RN 43 près du site des Grottes merveilleuses, près de Ziam Mansouriah.

TÉBESSA

Mise en service prochaine de 5 nouveaux départs pour renforcer l'alimentation en électricité

Cinq nouveaux départs destinés à renforcer l'alimentation en énergie électrique dans la wilaya de Tébessa seront mis en service "prochainement" en prévision de la prochaine saison estivale, a-t-on appris dimanche de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. Ces départs dont le taux d'avancement des travaux atteint 70 % se épartissent

sur les communes de Boukhadra, d'Ain Zarga, de Bir D'hab, de Chréa et d'El Ma Labiodh, a précisé à l'APS la chargée de communication de cette direction, Nardjesse Benarafa. Ces installations permettront à terme d'améliorer la qualité du service public assuré aux citoyens et de remédier à la faiblesse de la tension du courant électrique et aux fréquentes coupures, no-

tamment durant la saison estivale qui enregistre un pic de la consommation, a souligné la même source. Dans le même contexte, la direction de distribution de l'électricité et du gaz a lancé une vaste opération de remplacement des lignes électriques aériennes en cuivre dans un souci de protéger le réseau de distribution et d'assurer la continuité de l'opération

d'approvisionnement, a indiqué Mme Benarfa. La même direction œuvre également à créer une nouvelle installation moyenne tension au niveau du transformateur principal de la commune d'El Aouinet pour augmenter la tension électrique dans les communes de Boukhadra, d'Ain Zarga et d'El Aouinet, selon la même source.

L'imperialisation entre brutalisation et pacification

3^e partie

Par Arezki Derguini (*)

Coopération et/ou compétition des empires ?

Si donc les États-Unis se proposent d'aligner davantage l'Europe en associant la Russie, que se proposeront-ils de faire avec le camp non-occidental, avec le Sud global ? Réunir un Occident comprenant la Russie, à ce premier objectif, faudra-t-il ajouter un second qui irait avec : désunir l'Asie et le Sud global ? Notre hypothèse fait la part belle à l'Occident. C'est que le processus d'empirisation apparaît plus net pour l'Occident avec une éventuelle bipolarisation européenne et américaine. Il n'est pas du tout aussi net pour le Sud Global étant donné les divisions qu'il présente. Il ne faut pourtant pas sous-estimer les effets sur le Sud Global d'une réorganisation du mode occidental. Il faudra alors regarder du côté des dispositions du Sud global, déjà suffisamment divisé. Le Maroc s'est déjà mis dans le sillage des États-Unis, il s'est attaché au wagon israélien. Il participe de l'effort de guerre. Le multi-alignement semble être mis de ce point de vue à rude épreuve. Comme semblent le montrer les États-Unis avec leurs proches. Pourtant, il faut s'attendre à une stabilisation assez rapide des rapports de forces en Occident. Si le monde occidental encourage la division des autres afin de réduire les forces du rival chinois, il risque de déclencher une réaction contraire. Mais dans le nouveau désordre du monde qu'il provoquerait, il est difficile de prévoir ce qui l'emportera, l'action occidentale ou la réaction non occidentale. L'intérêt des empires tient précisément en ce qu'ils peuvent apporter d'ordre au monde. Leur formation peut avoir lieu au cours d'une certaine guerre froide. L'intérêt d'un empire américain n'est pas d'empêcher la formation d'autres empires, mais de trouver sa place parmi ces empires. Pour se stabiliser, il pourra avoir besoin du désordre du camp adverse, mais une fois stabilisé, il ne pourra se maintenir que dans un monde stable. La compétition entre les empires sans leur coopération ne ferait pas un monde stable. On peut admettre que le plan américain tel que nous l'avons supposé s'inscrit assez bien dans le cours des choses, mais des choses cachées peuvent faire leur apparition, s'il n'enviesageait que son seul intérêt et pas celui du monde. L'Inde et la Chine sont des civilisations profondes et distinctes, le Japon, la Corée du Sud sont séparés de la Chine par l'histoire récente, il n'est pas sûr que leurs divisions les soumettront à un plan américain qui viserait seulement à les opposer. Une fois qu'un tel plan américain serait perçu, quelle serait leur réaction ? Il est de l'intérêt

des pays d'Asie de bénéficier de l'appui américain pour se soustraire ou modérer leur vassalisation à la Chine, mais pas celui de devenir les vassaux des États-Unis. La prise de conscience que seule une coopération réglée est bénéfique au monde, peut arriver au moment où la compétition débridée laisse entrevoir ses conséquences. Il ne s'agit pas de se tenir debout sur un principe, il s'agit dans le cours des choses de faire tenir debout un principe. Des hommes se sont éteints pour qu'il puisse en être ainsi.

De l'hégémonie à la médiation

« Je ne crois pas que l'Amérique soit en déclin comme certains aiment à le penser, affirme un ancien ministre des affaires étrangères singapourien[1]. L'Amérique est le nouveau monde. Elle a créé une nouvelle culture politique, une nouvelle culture sociale, fondée sur l'adhésion d'individus libres. C'est un peu comme le protocole Internet, TCP/IP. Si vous acceptez le protocole, vous pouvez rejoindre l'Amérique. Vous pouvez être chinois, juif ou arabe – une fois que vous avez pris l'engagement et accepté les lois, vous faites partie de l'Amérique. Parce que la culture est ouverte, elle cherche à étendre sa portée au reste du monde. D'un autre point de vue, la mondialisation que nous voyons aujourd'hui est une mondialisation américaine. C'est la culture américaine, les normes américaines, les standards américains qui relient les Chinois, les Indiens, les Européens et d'autres dans le monde aujourd'hui, nous permettant à tous de faire partie d'un système économique commun. La Chine ne peut pas fournir ce logiciel de mondialisation, car elle sera toujours préoccupée par ses propres intérêts et, dans la mesure où elle s'intéresse au monde extérieur, c'est pour améliorer sa gestion interne, et toujours en état d'autodéfense. La Chine ne cherche pas à créer une Pax Sinica, ni à avoir sa propre version du protocole TCP/IP. Oui, elle a des Instituts Confucius, elle vous encourage à apprendre le chinois, etc., mais comme les Juifs, si vous n'êtes pas né juif, merci beaucoup. En revanche, avec l'Amérique, c'est différent. Qu'est-ce qui relierait la Chine et l'Inde ? Pas un logiciel chinois, pas un logiciel hindou ; ce sera un logiciel américain par le biais des universités américaines, par le biais de la langue anglaise, par le biais des règles anglo-saxonnes du commerce et de la finance internationale. C'est un monde multipolaire intéressant dans lequel nous entrons ; une Chine qui réémerge avec force, une Inde qui se développe également, mais qui sera un pôle à part entière et une Amérique qui n'est pas seulement une réalité, mais aussi une nécessité. »

Je m'appuierai sur cette vision non occidentale du monde et de son éventuelle transformation pour formuler l'hypothèse d'un processus de multipolarisation et d'impérialisation du monde se traduisant par le passage d'une hégémonie américaine à une centralité américaine fonctionnant comme médiation.

Nécessaire impérialisation

Avec la polarisation du marché du travail et la décroissance économique, nous allons assister à un tiraillement entre la croissance de certains secteurs de puissance et les secteurs de subsistance. C'est ce tiraillement à venir qui rend l'impérialisation du monde d'autant plus nécessaire. Impérialisation qui permettra de distribuer la paix et la guerre dans le monde. Elle pourrait prendre une tournure violente avec une compétition exacerbée autour des ressources, multipliant les zones de conflit. Elle peut être pacifique si la compétition prend une tournure modérée. Une telle compétition a besoin d'une vision partagée quant à cette impérialisation. Au gendarme du monde devra se substituer comme une gendarmerie mondiale qui veille à ce que les conflits ne se multiplient pas et à ce que l'antagonisme entre les secteurs de puissance et les secteurs de subsistance ne se développe pas. Sans une démilitarisation des rapports de force, le désordre du monde peut être considérablement accru. Le fait que le monde se désintéresse de conflits, tels ceux du Soudan ou du Congo, est révélateur d'une telle propension à la militarisation des rapports de force. Une démilitarisation des rapports de forces permettrait au contraire une sorte d'impérialisation heureuse qui viendrait se substituer à une mondialisation heureuse considérée comme le développement universel et pacifique du marché. Cette impérialisation exprimerait une division du monde en empires où chaque empire se prétendrait universel, mais sans agressivité. La croissance de la vie marchande cesserait de devenir le principe premier de l'organisation sociale, le principe antagoniste à celui de la préservation de la vie humaine et matérielle. Chaque civilisation matérielle apportant sa contribution. Chaque empire remettant de l'ordre dans les trois étages de l'économie, celui de la vie matérielle, de la vie marchande et capitaliste. La vie marchande cessant de détruire la nature (humaine et non humaine) en substituant constamment et systématiquement du travail mort au travail vivant, la vie capitaliste cessant d'administrer une vie marchande destructrice de la vie matérielle (organique et non organique). Le capitalisme de type libéral a détruit la civilisation matérielle des sociétés non occidentales, il a détruit leur secteur de subsistance. La séparation de la nature et de la société

qu'il a administrée pour dominer la nature a détruit la vie matérielle des sociétés non occidentales. Pour ne pas tomber dans le piège de Thucydide[2], la puissance américaine pourrait adopter une stratégie qui renonce à l'hégémonie et permette une multipolarisation favorable aux différents empires en gestation. En cessant de considérer la Russie comme l'ennemi principal et en le transformant en principal allié européen, les États-Unis laisseraient entrevoir un nouvel ordre mondial qui ne les contraindrait pas à l'affrontement avec la Chine. L'Europe ressent ce processus d'impérialisation comme un processus de vassalisation. Une révolte immédiate est compréhensible, mais avec la croissance des difficultés économiques et sociales pour les uns et les nouvelles opportunités pour les autres, la révolte passera.

Une Europe avec un nouveau moteur

Des pays qui profiteront d'un « retour des choses à leur place », il y a un pays, l'Allemagne dont la capacité va pouvoir être enfin reconnue, rompant ainsi avec la malédiction qu'elle traîne. Entre la Russie et l'Amérique, l'Allemagne pourrait faire l'unité de l'Europe. Non pas de sa propre volonté ni de par celle des États européens incapables par eux-mêmes de faire leur unité, mais de par la nouvelle configuration des rapports de forces, plus favorable à un équilibre mondial. Les USA qui ne voyaient leur unité qu'une menace à leur hégémonie, peuvent voir désormais dans une Europe unie sous un leadership allemand, une Europe en mesure de stabiliser l'Europe et de la défendre de la concurrence chinoise. Un monde multipolaire conservant sa centralité aux USA, mais non plus leur hégémonie. Dans un monde structuré par la compétition d'acteurs globaux chinois et américains, un monde multipolaire peut s'organiser en complémentarité de tels acteurs. Une multipolarité structurée par un code américain et une philosophie chinoise de la pratique universalisant le pragmatisme américain. Il s'agirait de la fin d'une ère marquée par la domination du rationalisme occidental hégémonique, qui instaurerait la monopolisation du savoir par l'Occident. L'Europe ne voit pas ce que voient l'Amérique, la Russie et la Chine. Toujours en retard par rapport aux USA. Elle vit encore dans les eaux de la Seconde Guerre mondiale, alors que les USA sont déjà dans les eaux de la troisième, qu'il s'agit de préparer pour ne pas la faire. Avec la Russie, l'Amérique vise une redistribution des ressources mondiales qui lui soit plus favorable. Et cela, en remettant la Russie dans l'Europe, en redistribuant les cartes européennes, pour la dissocier de la Chine.

(A suivre)

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

QATAR

Le Comité du commerce examine les défis liés à l'environnement commercial

Le Comité national du commerce relevant du ministère du Commerce et de l'Industrie a tenu, au siège du ministère, une réunion avec des représentants du secteur privé afin de discuter des défis auxquels est confronté l'environnement des affaires au Qatar, en examinant leurs causes et leurs impacts potentiels sur le secteur commercial.

Le secrétaire général adjoint en charge des Affaires commerciales au ministère du Commerce et de l'Industrie, M. Ayed Menahi Al Qah-tani, qui dirige également ce comité, a présidé la réunion, à laquelle ont participé des membres du comité et des représentants de la Chambre du Qatar.

La réunion a examiné un certain nombre de propositions formulées par les représentants du secteur privé, dans le but de dégager des solutions pratiques à même d'améliorer l'environnement des affaires et de favoriser le développement du secteur du commerce. Les participants ont également discuté des moyens de renforcer la coopération entre les secteurs public et privé afin de surmonter les défis actuels et de parvenir à une croissance durable du secteur commercial. Il est à noter que le Comité national du commerce a été créé en 2024 par un arrêté ministériel signé par Son Excellence Cheikh Faisal bin Thani bin Faisal Al Thani, le ministre du Commerce et de l'Industrie. Le Comité a été placé sous la présidence de M. Ayed Menahi Al Qah-tani. Ses membres comprennent des représentants du ministère des Transports, de l'Autorité générale des douanes, de l'Organisation générale de normalisation et de métrologie du Qatar, de l'Autorité générale des impôts, de l'Autorité des zones franches du Qatar, de la Société des zones économiques (Manateq) et du ministère du Commerce et de l'Industrie.

PHOSPHATE EN TUNISIE

Nécessité d'une réforme structurelle

L'économiste Mourad Hattab met en garde contre les défis structurels qui freinent la relance du secteur du phosphate en Tunisie. Dans une déclaration récente à Mosaïque FM, il a insisté sur l'urgence d'une réforme en profondeur, affirmant que les efforts déployés jusqu'ici n'ont pas permis d'améliorer significativement la situation.

Depuis 2011, douze conseils ministériels ont été consacrés au phosphate et 105 mesures ont été adoptées pour tenter de revitaliser ce secteur stratégique. Pourtant, ces initiatives n'ont pas suffi à redresser la production ni à assurer une exploitation optimale des ressources. Pour Hattab, il est crucial d'adopter de nouvelles méthodologies et des solutions adaptées, sans lesquelles le phosphate ne pourra pas devenir une source stable de devises pour l'économie tunisienne. Parmi les principaux freins au redressement du secteur, la masse salariale constitue un problème majeur. Le secteur emploie actuellement 30 000 personnes, un effectif jugé disproportionné par rapport aux besoins réels et à la productivité du domaine. "Le secteur ne pourra se redresser tant que l'on maintient une charge salariale aussi lourde, dont une grande partie ne contribue ni à la rentabilité ni aux reve-

nus de l'entreprise", a déclaré Mourad Hattab. Il souligne ainsi la nécessité de repenser la gestion des ressources humaines et d'optimiser les effectifs afin d'améliorer la compétitivité. Selon l'économiste, la Tunisie continue d'utiliser des méthodes d'extraction obsolètes, ce qui réduit la productivité et compromet la compétitivité du secteur à l'international. Pour pallier ce retard, il recommande l'adoption de nouvelles technologies, permettant un meilleur rendement et un coût de production réduit. L'une des principales recommandations de Mourad Hattab concerne la valorisation du phosphate avant exportation. Il rappelle que le phosphate brut n'est pas une richesse en soi et que son exportation sans transformation représente un manque à gagner considérable pour l'économie nationale. "Exporter nos ressources à l'état brut, qu'il s'agisse du phosphate ou de l'huile

d'olive, constitue une perte colossale pour la Tunisie. Nous devons investir dans des industries de transformation locales respectant les normes environnementales et sociales", affirme-t-il. Le gouvernement tunisien affiche des ambitions fortes pour le secteur, avec l'objectif de quintupler la production de phosphate d'ici 2030 afin de renforcer les finances publiques. Toutefois, selon Hattab, cette expansion ne pourra porter ses fruits qu'à condition de mettre en place des réformes structurelles profondes, adaptées aux exigences du marché international. Pour que le phosphate devienne un véritable moteur de croissance, la Tunisie doit donc adopter une stratégie globale, intégrant modernisation technologique, rationalisation des coûts et transformation locale. Autant de défis à relever pour assurer un avenir pérenne à ce secteur clé de l'économie nationale.

LES TRONÇONS ROUTIERS EN CHANTIER EN MAURITANIE

Le ministre de l'équipement fait le point avec les sociétés en charge des travaux

Le ministre de l'équipement et du transport, Ely Ould El Veirek, s'est réuni avec les coordinateurs des travaux routiers en cours de réalisation et les responsables des entreprises chargés des travaux afin d'en accélérer l'avancement. La réunion, qui s'inscrit dans le cadre du « suivi continu de l'avancement des travaux des projets du secteur », a permis

d'examiner les derniers développements relatifs aux projets routiers. La réunion s'est concentrée sur « la recherche de mécanismes efficaces pour accélérer le rythme des travaux et assurer le respect des délais fixés ». Selon le ministère des transports, la réunion a examiné « les défis auxquels sont confrontés certains chantiers

et a proposé des solutions pratiques pour surmonter les obstacles, y compris le renforcement des ressources humaines et logistiques et l'amélioration des mécanismes de suivi et d'évaluation ». Le ministre a souligné la nécessité « d'intensifier les efforts et la coordination entre les différentes parties concernées afin d'assurer la mise en œuvre des projets conformé-

ment aux normes techniques les plus élevées, en tenant compte de la qualité et de la sécurité ». Fin février, le ministre a inspecté des tronçons routiers en construction au Guidimakha, et a déclaré lors de son inspection qu'il a « constaté des retards importants dans l'avancement des travaux sur quatre tronçons routiers dans la wilaya. »

L'ESSOR DU MARCHÉ DU TRAVAIL SAOUDIEN

Un nouveau moteur économique mondial

De l'innovation technologique au boom touristique, le marché du travail saoudien est en pleine transformation, visant à réduire sa dépendance au pétrole tout en créant des emplois dans la construction, les énergies vertes et bien d'autres secteurs. Des initiatives gouvernementales telles que le plan de nationalisation saoudien et l'initiative Nitaqat ont joué un rôle essentiel dans le façonnement du marché du travail. Ces politiques ont encouragé les employeurs du secteur privé à embaucher davantage de ressortissants du Royaume dans diverses industries, ce qui a entraîné une réduction significative des taux de chômage. L'engagement à renforcer la participation de la main-d'œuvre a également

contribué à un marché du travail plus inclusif, tandis que l'accent stratégique mis sur le développement d'une économie fondée sur la connaissance a conduit à des investissements accrus dans les programmes d'éducation et de formation professionnelle. Ces initiatives permettent à la main-d'œuvre locale d'acquérir les compétences nécessaires pour prospérer dans des secteurs tels que la fabrication de pointe, les soins de santé et les services financiers, ce qui accélère encore la croissance de l'emploi. Le boom de la construction stimule la création d'emplois. Le secteur de la construction et des infrastructures a connu une croissance exponentielle ces dernières années, soutenant l'expansion économique du Royaume, avec des attributions de

contrats en 2024 atteignant 146,8 milliards de dollars, un record, dépassant le chiffre de 118,7 milliards de dollars en 2023, selon une mise à jour du marché des projets GCC de Kamco Invest. L'Arabie saoudite représentait plus de 53,8% du total des attributions de projets dans l'ensemble du Conseil de coopération du Golfe en 2024, selon le rapport. Sachin Kerur, associé directeur du Moyen-Orient chez Reed Smith, a déclaré à Arab News que ce boom entraîne une augmentation des opportunités pour les chefs de projet, les concepteurs, les architectes et de nombreux autres professionnels de la construction. "Toute personne étudiant le plan Vision 2030 ou visitant les villes impor-

tantes du Royaume sera très consciente de la construction de logements à grande échelle, de réseaux ferroviaires et routiers, de nouveaux aéroports, d'infrastructures pour les grands événements sportifs et d'usines de production industrielle", a déclaré M. Kerur. La construction liée au tourisme a également connu un essor, les nouveaux hôtels et centres de villégiature embauchant davantage de ressortissants saoudiens. "Toute personne visitant les hôtels du Royaume ces derniers temps aura remarqué le nombre de ressortissants saoudiens employés", a ajouté M. Kerur. De grands projets tels que Rua Al-Madinah et Qiddiya alimentent la demande de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur.

CUIVRE

La RDC revient en douceur sur le marché mondial du négoce

La RDC est le deuxième producteur mondial de cuivre, avec un volume annuel supérieur à 3 millions de tonnes. La plupart des mines sont néanmoins majoritairement détenues par des compagnies étrangères qui assurent la commercialisation du cuivre, à des conditions parfois critiquées par Kinshasa.

Les négociants de matières premières Glencore et Mercuria Energy ont récemment renouvelé leur accord d'achat de cuivre auprès de la Gécamines signé en 2024. La société publique, qui commercialise depuis quelques mois sa part de la production des mines congolaises où elle détient des intérêts, est à l'avant-garde du retour de la RDC dans le négoce du métal rouge. Après avoir obtenu en 2023 le droit de vendre sa part de la production de la mine Tenke Fungurume, exploitée par le chinois CMOC, la Gécamines s'est lancée dans des négociations similaires avec Glencore pour la production de la mine Kamoto. Le gouvernement congolais aurait également des vues sur le négoce de sa part de la production dans la plus grande mine de cuivre du pays Kamo-a-Kakula. Au total, Gécamines peut sécuriser plus de 250 000 tonnes de cuivre grâce à ses participations dans les trois mines mentionnées plus haut. Plusieurs raisons peuvent expliquer la volonté du gouvernement congolais de participer directement au négoce du cuivre. Il s'agirait par exemple de retrouver une grandeur perdue, lorsque la Gécamines figurait parmi les principaux producteurs mondiaux de cuivre dans les années 80 et 90. Les nouvelles ambitions de la Gécamines survien-



nent aussi à un moment où Kinshasa remet en cause les conditions de commercialisation du cuivre produit à Kamo-a-Kakula. En participant directement au négoce, le gouvernement aurait plus d'informations sur l'évolution des prix du métal rouge. En 2023, le président de la Gécamines a aussi estimé que cette stratégie permettrait de « donner un meilleur rôle à l'État et à la Gécamines dans l'approvisionnement mondial en minéraux essentiels ». Pour le moment cependant, la Gécamines et le gouvernement n'ont pas chiffré les retombées attendues de cette initiative ni la diffé-

rence par rapport à un scénario où les compagnies opérant sur les mines vendraient elles-mêmes la production et distribueraient ensuite les bénéfices. Il n'est donc pas encore possible d'évaluer l'impact que le retour de la RDC dans le secteur du négoce du cuivre peut avoir sur les revenus que génère l'exploitation du métal rouge. Selon la Banque centrale du Congo, le cuivre représente plus de deux tiers des exportations congolaises et une part significative des recettes minières, attendues à 5 milliards \$ dans le budget 2025.

PRODUITS PÉTROLIERS

L'Afrique bouscule les équilibres du marché mondial

Selon plusieurs études, l'Afrique a le potentiel de jouer un rôle plus important dans la dynamique mondiale des produits pétroliers, à condition que des mesures appropriées soient mises en place. Le marché des produits pétroliers subit des pressions contrastées en 2025, d'après un rapport du fournisseur de données Wood Mackenzie (WoodMac) produit en marge de l'International Energy Week 2025, conférence énergétique qui s'est te-

nue du samedi 22 au jeudi 27 février. D'après la compagnie, l'Afrique Occidentale en particulier, reconfigure ses approvisionnements en produits pétroliers, dans un contexte de réduction de la demande de pétrole en Europe sous l'effet des politiques climatiques. Une situation impliquant des conséquences majeures pour l'industrie pétrolière. En effet, le lancement progressif vers la pleine capacité de production de la raffinerie Dangote

au Nigeria, la plus grande du continent, pourrait réduire la dépendance régionale aux importations européennes. Jusqu'à présent, explique Wood Mac, les raffineurs européens profitaient d'un déficit structurel en Afrique de l'Ouest, qui garantissait un débouché stable pour leurs exportations d'essence. Or, avec sa capacité annoncée de 650 000 barils par jour, la raffinerie Dangote devrait absorber une part significative de la demande locale.

« Les raffineurs européens sont particulièrement touchés en 2025 par la réduction du déficit d'essence en Afrique de l'Ouest, mais cela dépend fortement de la stabilité des opérations de la raffinerie de Dangote », indique le rapport. Si l'Afrique de l'Ouest réduit progressivement sa dépendance aux importations européennes, les raffineurs européens devront ajuster leurs stratégies même si l'adaptation sera graduelle.

GUINÉE

Robex obtient 130 millions \$ pour la construction de la mine d'or Kiniero

En janvier 2025, une étude a révélé une hausse de 52 % de l'investissement nécessaire pour la construction de la mine d'or Kiniero en Guinée. Le projet peut ajouter 34 tonnes d'or à la production nationale de la Guinée sur 9 ans. Robex Resources a annoncé la signature d'un accord avec Sprott Resource Lending pour une facilité de crédit de 130 millions \$. Les fonds serviront à achever la construction de la mine d'or Kiniero en Guinée, dont la mise en service est attendue d'ici fin 2025. La facilité arrivera à échéance dans cinq ans avec un taux d'intérêt annuel de 6,5

%, auquel s'ajoute un taux de référence SOFR. La moitié des intérêts sera capitalisée et remboursée en même temps que le montant principal au bout des cinq ans. Le prêteur percevra également un paiement supplémentaire indexé sur le prix de l'or, actuellement évalué à environ 300 \$ par once, appliqué à 4 457 onces par trimestre, pendant 15 trimestres. Une émission d'actions ordinaires de Robex en faveur de Sprott est par ailleurs prévue à l'entrée en vigueur de l'accord. Notons que la facilité de crédit intervient quelques semaines après une étude de faisabilité actualisée publiée en janvier

pour le projet Kiniero. Elle révèle que la construction de la mine nécessite un investissement de 243 millions \$, en hausse de 52 % par rapport à une précédente estimation. La facilité de crédit pourrait donc couvrir des besoins de Robex dans les prochains mois qui s'annoncent décisifs pour l'entrée en production effective de la mine Kiniero. Pour rappel, une première échéance pour la mise en service de la mine fin 2024 a déjà été reportée. Kiniero devrait livrer 1,21 million d'onces (34 tonnes) d'or sur 9 ans.

GABON

BW Energy découvre un gisement de brut offshore à plus de 4000 m de profondeur

En octobre 2024, BW Energy a annoncé des travaux de prospection pétrolière sur le prospect Bourdon de la licence offshore de Dussafu au Gabon, qui, selon les estimations, disposerait d'un potentiel pétrolier de 83 millions de barils. Au Gabon, BW Energy a annoncé vendredi la découverte d'un gisement pétrolier sur la licence offshore de Dussafu, suite à des activités de prospection impliquant spécifiquement le prospect Bourdon et réalisées jusqu'à une profondeur totale de 4135 m. Cette découverte pourrait marquer une étape importante pour l'entreprise et pour l'industrie pétrolière du Gabon. D'après la compagnie, il s'agit de la plus grande découverte pétrolière réalisée sur le permis offshore Dussafu. « Le puits d'évaluation Bourdon confirme une fois de plus l'important potentiel de ressources de la licence Dussafu, qui recèle de multiples perspectives supplémentaires » a déclaré Carl K. Arnet, son PDG. BW Energy prévoit d'abord de vérifier l'ampleur de la découverte avant de définir une stratégie de développement. Cela inclura la réalisation d'un nouveau forage d'évaluation du gisement afin d'affiner les estimations et de déterminer la viabilité commerciale du projet. Si les résultats des travaux sont probants, ce gisement pourrait offrir une réserve récupérable estimée à 30 millions de barils pour BW Energy et ses partenaires. Cela renforcerait potentiellement la production pétrolière de la compagnie sur Dussafu, qui s'élève actuellement à plus de 40 000 barils par jour. L'intégration de Bourdon dans le projet MaBoMo de BW Energy, qui vise à transformer l'ancienne plateforme de forage Hibiscus Alpha en une installation de production de brut, pourrait améliorer la compétitivité de la compagnie sur le marché mondial. Pour le Gabon, si ce gisement atteint la phase de production, il pourrait attirer de nouveaux investissements, créer des emplois et améliorer les infrastructures locales. L'exploitation du gisement Bourdon pourrait également entraîner une hausse des recettes fiscales, un levier potentiel pour soutenir l'économie du pays, qui fait face à des défis d'accès aux financements.

MARCHÉS EN ASIE

Dominés par la prudence, les inquiétudes économiques persistent

Les Bourses en Asie hésitaient lundi entre hausses prudentes et nets replis, dominées par les inquiétudes sur la conjoncture mondiale face aux incertitudes persistantes sur la politique douanière américaine, alors que les représailles chinoises entrent en vigueur.

La Bourse de Hong Kong vers 03H30 GMT, l'indice Hang Seng chutait de 2,07% à 23.730 points. L'indice composite de Shanghai perdait 0,55%, celui de Shenzhen 0,38%. Les investisseurs digéraient la publication dimanche de chiffres officiels montrant une chute des prix à la consommation en Chine en février, une première en un an, signe d'une demande toujours maussade -au risque de raviver le spectre d'une spirale déflationniste. L'indicateur accroît la fébrilité des investisseurs, sur fond d'incertitudes concernant la guerre commerciale avec les Etats-Unis. Donald Trump a porté à 20% les surtaxes dou-

nières des Etats-Unis visant les produits chinois, et des droits chinois adoptés en représailles par Pékin ciblent depuis ce lundi un éventail de produits agricoles américains. Les marchés gardent un œil sur l'annonce potentielle de nouvelles mesures de relance de la Chine, après l'annonce la semaine dernière d'un objectif de croissance économique ambitieux d'environ 5%. A la Bourse de Tokyo vers 03h30 GMT, l'indice vedette Nikkei grimpaît de 0,43% à 37.044,92 points, tandis que l'indice élargi Topix était à l'équilibre (-0,05% à 2.707 points. La Bourse de Séoul progressait de 0,56% et Sydney de 0,22%, mais Taipei lâchait 0,23%.

Les marchés asiatiques restaient sur leurs gardes face à la perspective de tensions douanières aggravées, Donald Trump ne semblant pas avoir abandonné son projet de taxes "réciproques" visant dès début avril tous les partenaires commerciaux des Etats-Unis. Dans ce contexte, seules résistaient franchement sur la place tokyoïte les valeurs liées aux semi-conducteurs, dans le sillage de hausses à Wall Street -donnant lieu à une

chasse aux bonnes affaires après plusieurs séances en repli. Les investisseurs en Asie abordaient par ailleurs avec circonspection les chiffres sur l'emploi américain publiés vendredi, montrant moins de créations d'emplois qu'attendu par les analystes en février, avec une légère progression du chômage. La monnaie japonaise, un actif refuge par excellence, était prisé par les investisseurs, face à la montée des incertitudes, gagnant 0,27% à 147,65 yens pour un dollar.

ENTRE CROISSANCE EUROPÉENNE ET DROITS DE DOUANE
La Bourse de Paris hésite

La Bourse de Paris peinait à trouver une direction claire lundi, après une ouverture en baisse, les investisseurs restant prudents face à la politique commerciale des Etats-Unis malgré des données rassurantes sur l'économie de la zone euro. Vers 09H30, l'indice vedette de la place parisienne, le CAC 40, prenait 0,15%, oscillant toutefois entre gains et pertes. Vendredi, il avait terminé en baisse de 0,94%, à l'issue d'une semaine mouvementée, entre incertitudes liées aux revirements de politique douanière aux Etats-Unis et promesses d'investissements massifs pour la défense en Europe. Les investisseurs hésitent en ce début de semaine entre les incertitudes qui entourent la politique commerciale américaine, et "la croissance aux États-Unis (qui) devrait probablement ralentir de manière spectaculaire", note Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote Bank. Le président américain Donald Trump a porté à 20% les surtaxes douanières des Etats-Unis visant les produits chinois, et des droits chinois adoptés en représailles par Pékin ciblent depuis ce lundi un éventail de produits agricoles américains. Des droits de douane de 25% sur toutes les importations américaines d'acier et d'alumi-

nium, dont celles venant du Canada et du Mexique, deux fournisseurs importants, doivent aussi entrer en vigueur dès mercredi. Donald Trump compte également imposer des droits de douane "réciproques" aux partenaires commerciaux des États-Unis à partir du 2 avril. En parallèle, aux Etats-Unis, "les paris sur une récession augmentent, et les dernières prévisions pointent une forte baisse de la croissance économique au premier trimestre", souligne Mme Ozkardeskaya. En zone euro en revanche, la croissance a été revue à la hausse, de quoi apporter un soutien aux places du Vieux continent. "Il est rassurant de voir que les dernières données montrent que la reprise en zone euro était enclenchée depuis l'année dernière", commentent les analystes de LBP AM. "Les investisseurs se tournent avec un œil nouveau vers l'Europe qui devrait bénéficier d'une nouvelle course au réarmement", commentent les analystes de Natixis. En tête du CAC 40 lundi peu après l'ouverture, le groupe Thales prenait 2,32% à 242,20 euros l'action vers 09H30. Dassault Aviation profitait également de la dynamique, gagnant 1,19% à 39,87 euros le titre.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 10 Mars 2025 Valeur : 12 Mars 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.3530	133.3680
1	EUR	EURO	144.2613	144.3042
1	GBP	POUND STERLING	171.9796	172.0433
100	JPY	JAPANESE YEN	90.3659	90.3822
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3608	18.3639
1	CHF	SWISS FRANC	151.5547	151.6407
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	92.8125	92.8423
1	DKK	DANISH KRONE	19.3453	19.3486
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.1976	13.2126
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.3404	12.3453
1	AED	UAE DIRHAM	36.3063	36.3153
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.5437	35.5496
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.5430	432.8724
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.8293	43.2597
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.7145	13.7160
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.5506	27.6915
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3398	3.3501
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.5262	177.5262

BOURSES EUROPÉENNES

Comment jouer la carte de la défense ?

Depuis le début de l'année 2025, les actions des principaux groupes de défense européens ont fortement augmenté, de nombreuses sociétés atteignant des sommets historiques. Comme le soulignait lundi le Corriere della Sera, le secteur a surperformé le marché, poussé par la nécessité d'augmenter les budgets militaires au-delà des traditionnels 2 % du PIB. Fin février, les tensions géopolitiques croissantes et les pressions exercées par les États-Unis sur leurs alliés ont donné un nouvel élan au secteur. Le 3 mars, BAE Systems, Leonardo, Thales, Rheinmetall et Saab

ont gagné entre 12 et 16 %, consolidant une croissance déjà robuste : BAE Systems a augmenté de 41 % et Thales de 76 % depuis le début de l'année. Leonardo a dépassé les 47 euros par action, en hausse de 495 % depuis mars 2022. L'indice européen de l'aérospatiale et de la défense a également atteint de nouveaux records, signe d'un fort intérêt du marché. Cette tendance s'explique par la volonté de l'Europe de réduire sa dépendance à l'égard des États-Unis dans le domaine de la défense. À partir de 2022, de nombreux gouvernements ont al-

loué des fonds extraordinaires, l'Allemagne en tête. En 2025, on estime qu'entre 3,1 % et 3,5 % du PIB seront alloués à la défense d'ici 2029, avec un potentiel de dépenses de 800 milliards d'euros selon le plan ReArm Europe.Leonardo et Iveco sont sous les feux de la rampe. Mediobanca Research a relevé son objectif de cours sur Leonardo de 32 à 52 euros, prévoyant une augmentation des objectifs de l'entreprise. Fincantieri a également vu son prix cible augmenter de 64 % à 10 euros, en raison de son exposition au secteur de la défense.

Parmi les autres valeurs à surveiller figurent Avio, ALA, TPS et Edgelab, cotées sur Euro-next Growth Milan. Les entreprises européennes de défense bénéficient de nouveaux contrats gouvernementaux, le Royaume-Uni ayant triplé sa production de missiles Thales et l'Allemagne discutant de 400 milliards d'euros de fonds spéciaux. Malgré l'impact de l'inflation en 2022-2023, la garantie de la demande gouvernementale et la nature à long terme des contrats font du secteur l'un des plus solides de l'industrie européenne.

CAC 40

La surperformance est-elle appelée à se poursuivre?

La Bourse de Paris devrait ouvrir sur une note favorable mardi matin, même si l'absence de catalyseurs pourrait inciter les investisseurs à ne pas prendre trop de risques alors que le marché est revenu la semaine passée à proximité de ses plus hauts historiques. Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - livraison mars - prend 50 points à 8180 points, annonçant un début de semaine dans le vert. Les variations devraient toutefois rester limitées en l'absence d'événements politiques ou économiques majeurs ou de nouveaux développe-

ments dans le dossier commercial, principal sujet de crispation du moment. L'agenda économique va rester mince dans les jours qui viennent, avec tout de même la publication attendue mercredi à Wall Street des derniers chiffres des prix à la consommation (CPI), qui seront suivis le lendemain par ceux des prix producteurs. Sachant que la semaine s'annonce plutôt calme, le marché parisien pourrait en profiter pour rester sur sa tendance favorable à l'oeuvre depuis maintenant trois mois.

Depuis le début de l'année, le CAC 40 affiche un gain de 10%, ce qui lui a permis de se rapprocher à moins de deux points lundi dernier de son record absolu des 8259 points tandis que le S&P 500, qui sort de trois semaines consécutives de baisse, recule de près de 2%. La semaine écoulée n'a pas mis un terme à la surperformance des actions européennes par rapport à leurs homologues, mais plusieurs facteurs invitent à considérer leur récent avec prudence, préviennent les analystes. 'Cette évolution ne reflète pas une

surperformance de l'économie européenne, mais plutôt un changement de sentiment concernant les perspectives économiques des deux côtés de l'Atlantique', estiment les équipes d'AXA IM. 'L'attrait du 'Trump trade' semble s'amenuiser face aux effets négatifs croissants des politiques de la nouvelle administration américaine, rendant certains aspects traditionnels de la 'vieille Europe' probablement plus attrayants', indique le gestionnaire d'actifs. D'autres professionnels jugent que le récent rebond pourrait commencer à être menacé.

'Bien que nous ayons eu une opinion positive sur les actions européennes par rapport aux actions américaines depuis le début du mois de décembre, nous déconseillons désormais d'augmenter cette position, après la plus forte surperformance européenne depuis 10 ans', ajoutent les stratèges de J.Safra Sarasin. 'Nous voyons encore une certaine marge de rattrapage dans les petites capitalisations européennes, qui n'ont pas encore pleinement intégré l'amélioration récente des données macroéconomiques européennes', juge la banque privée suisse.

FACE À LA BAISSÉ DES PRIX DU RIZ

La Thaïlande prône une alliance avec l’Inde et le Vietnam

L’Inde, la Thaïlande et le Vietnam comptent pour plus de 60 % du commerce mondial de riz. Ces concurrents sur les principaux marchés de consommation pâtissent à des degrés divers de la baisse globale des prix mondiaux de la céréale. Un rapprochement inédit pourrait s’opérer dans les prochains mois dans le rang des principaux exportateurs mondiaux de riz. C’est du moins le souhait de Pichai Nariphthaphan , ministre thaïlandais du Commerce.

Dans des déclarations rapportées par Reuters, le dirigeant souligne que son pays envisage de coopérer avec le Vietnam et l’Inde afin de trouver des solutions communes face à la chute des prix du riz au niveau mondial. Depuis près de 6 mois, les tarifs à l’export du riz asiatique ont enregistré de multiples baisses avec les perspectives d’une abondante récolte au niveau mondial d’ici la fin de la campagne 2024/2025 et surtout du grand retour sur le marché de l’Inde. Le pays le plus peuplé du monde a levé le 28 septembre dernier l’interdiction sur les expéditions de riz blanc non-basmati et supprimé le 23 octobre, le prix minimum à l’exportation de 490 \$ la tonne précédemment en vigueur. Ces mesures ont ravivé la concurrence, chaque acteur s’activant pour capter des parts de marché dans un contexte de recul de la demande du côté des Philippines et de l’Indonésie ainsi que de disponibilités importantes du riz importé en Afrique de l’Ouest qui limite l’arrivée de nouvelles cargaisons. Selon les données de la firme d’analyse Platts, le 30 janvier dernier, le prix à l’exportation de la tonne de riz thaï à 5 % de brisures (5 % WR) a atteint 434

\$, soit le plus bas depuis novembre 2022. En Inde, la même quantité valait 412 \$ la tonne, le niveau le plus faible depuis février 2023 alors qu’au Vietnam, la tonne de 5 % WR coûtait 399 \$ (chute record depuis septembre 2022). « Nous en avons déjà discuté, mais nous attendons une autre réunion pour voir ce que nous pouvons faire à ce sujet », a indiqué M. Nariphthaphan.

Une crise commune, mais une union qui n’est pas acquise

S’ils sont affectés à des degrés divers par l’attitude attentiste des importateurs qui parient sur des prix à la baisse dans les prochains mois et reportent la signature de nouveaux contrats, les trois pays asiatiques qui comptent pour 60 % du commerce mondial ne sont pas logés à la même enseigne. La Thaïlande, deuxième exportateur mondial de riz, fait face en interne à une pression des agriculteurs pour revaloriser les prix du paddy (riz non décortiqué) qui ont baissé de 30 % en glissement annuel en février dernier. Elle affiche à l’international une compétitivité moins forte par rapport à ses concurrents malgré la dépréciation du baht (la monnaie nationale) face au

dollar qui a contribué à rendre son riz de qualité supérieure moins cher sur les derniers mois. Du côté du Vietnam, 3ème exportateur, des sources proches de l’industrie interrogées par Platts, soulignent que les prix à l’export s’ils étaient les plus faibles sur le marché en janvier ont déjà atteint les plus bas niveaux possibles avec des achats de paddy sur le terrain à des tarifs en deçà des coûts de production auprès des exploitants. Dans un tel contexte, certains observateurs font remarquer que l’évolution de ce projet d’union de circonstance dépendra d’abord de l’Inde qui est plus que jamais en position de force. Le pays qui domine ordinairement 40 % des exportations mondiales prévoit globalement d’exporter 22,5 millions de tonnes de riz en 2024/2025, selon l’USDA, soit une fois et demi plus que la somme des ventes prévues en Thaïlande et au Vietnam. Les exportateurs indiens peuvent toujours se permettre de proposer des prix à la baisse dans les prochaines semaines avec l’abondance des stocks locaux et la chute des coûts du fret vers notamment l’Afrique de l’Est. D’après Platts, les terrains d’entente pourraient être limités avec les autres opérateurs asiatiques.

DONALD TRUMP RASSURE LES INVESTISSEURS

Le nouveau régime de visas ne taxera pas les actifs étrangers

Le président Donald Trump a assuré que les investisseurs entrant aux États-Unis dans le cadre du nouveau programme de visa «Gold Card» de 5 millions de dollars ne seront pas soumis à l’impôt sur leurs actifs étrangers. Cette assurance intervient alors que M. Trump et son administration cherchent à attirer des personnes fortunées du monde entier en leur offrant une voie directe vers la résidence et la citoyenneté américaines. S’adressant au Congrès le 4 mars, M. Trump a décrit la structure du programme. «Ils (les investisseurs) n’auront pas à payer d’impôts sur les ressources dans leur pays et l’argent qu’ils ont gagné. Mais ils devront payer des impôts (aux États-Unis) et créer des emplois», a-t-il déclaré. Ses propos ont rassuré les investisseurs potentiels qui pouvaient s’inquiéter de la loi sur la conformité fiscale des comptes étrangers (Foreign Account Tax Compliance Act), qui a dissuadé certaines personnes fortunées de chercher à s’installer aux États-Unis en rai-

son de préoccupations fiscales globales. Maintenant que le président a dissipé ce doute et rassuré les investisseurs sur le fait que leurs actifs à l’étranger ne seront pas taxés, Salman al-Ansari, analyste géopolitique et ancien investisseur américain, a souligné que l’exemption de la Gold Card changeait la donne. «Cette mesure lève certainement un obstacle important pour les investisseurs saoudiens et du Golfe qui se méfiaient auparavant de la résidence aux États-Unis en raison des implications fiscales globales de la Fatca», a-t-il déclaré lors d’un entretien accordé à Arab News. M. Al-Ansari a ajouté que cette exemption «indique clairement que son administration est sensible aux préoccupations des investisseurs mondiaux». Toutefois, il a fait remarquer qu’en dépit de cette forte incitation, les inquiétudes à long terme concernant d’éventuels changements dans la politique fiscale des États-Unis sont susceptibles

de subsister. «Les investisseurs de la région savent que les politiques fiscales peuvent changer avec les différentes administrations, de sorte que certains pourraient encore faire preuve de prudence, en optant pour des structures qui offrent une certaine flexibilité au cas où les réglementations futures deviendraient moins favorables», a ajouté M. Al-Ansari. La nouvelle initiative remplacera l’actuel programme de visa EB-5, qui avait été conçu à l’origine pour accorder la résidence permanente aux investisseurs ayant contribué à hauteur d’au moins 1 million de dollars à une entreprise américaine qui créait ou maintenait au moins 10 emplois pour des travailleurs américains. M. Trump a souligné devant le Congrès que cette initiative permettrait de retenir les talents en permettant aux investisseurs de financer et de soutenir les diplômés hautement qualifiés des meilleures universités américaines, afin d’éviter qu’ils ne soient contraints de quitter le pays.

PLATINE

Les prix actuels ne reflètent pas l’état de l’offre et de la demande

Les prix du platine se négocient en dessous de 1000 dollars l’once ces dernières années, malgré un déficit structurel sur le marché. Pour stimuler l’offre, une hausse des prix s’avère nécessaire. Le marché mondial du platine a enregistré en 2024 une deuxième année consécutive de déficit, à 995 000 onces. Un nouveau déficit à 848 000 onces est attendu en 2025 par le World Platinum Investment Council (WPIC) qui explique que les prix actuels du métal ne correspondent pas à l’état de l’offre et de la demande. Dans son dernier rapport publié mercredi 5 mars, l’institution s’attend donc à un rebond des prix afin de stimuler l’offre minière. « Il s’agit d’une situation insoutenable qui ne se résoudra pas d’elle-même sans une réaction des prix [...] Nous pensons que l’offre et la demande sont relativement inélastiques, du moins à court terme, ce qui représente une opportunité d’investissement intéressante », explique l’institution. Depuis son pic à environ 1300 dollars l’once en février 2021, le prix du platine a entamé une tendance baissière. Le métal s’est pour la plupart du temps négocié en dessous de la barre des 1000 \$ ces dernières années, atteignant 971 \$ l’once en mars 2025 selon Trading Economics. La demande mondiale reste pourtant soutenue, avec une progression de 5 % en 2024 contre une hausse plus modeste de 3 % pour l’offre. La demande a ainsi atteint 8,28 millions d’onces en 2024, là où l’offre s’établit à 7,29 millions d’onces selon les données du WPIC. Les prix actuels pèsent en effet sur l’offre en affectant la rentabilité des opérations et en limitant de nouveaux investissements. Face à cette situation, le WPIC estime qu’un ajustement des prix est inévitable. Si l’institution ne fournit pas de prévisions de prix, le négociant spécialisé Heraeus Precious Metals a indiqué en décembre dernier que le prix du platine devrait varier entre 850 et 1220 dollars par once troy en 2025. La société a cité les conditions du marché, notamment le déficit prolongé, comme un facteur de hausse des prix.

ARGENTINE

Le président Milei décrète trois jours de deuil national après des inondations meurtrières

Le président argentin, Javier Milei, a décrété trois jours de deuil national après des inondations meurtrières qui ont frappées le pays, a annoncé dimanche son bureau. "Tous les domaines du gouvernement national continueront à se consacrer (...) à l’assistance aux sinistrés en ce moment douloureux pour tous les Argentins", a écrit la présidence dans un communiqué. Au moins 16 personnes sont mortes et plusieurs dizaines sont portées disparues dans la ville portuaire de Bahia Blanca, en raison d’inondations aussi violentes que soudaines provoquées par une tempête vendredi, ont annoncé dimanche les autorités. Les inondations ont causé pour environ 370 millions d’euros de dégâts, a indiqué, de son côté, le maire de la ville, Federico Susbielles. Les autorités locales ont également reçu plus de 100 signalements de personnes disparues à la suite de la tempête qui s’est abattue sur cette ville, qui abrite l’un des principaux ports d’Argentine, à 600 km au sud de Buenos Aires.

AUDI Q5 SPORTBACK 2.0 TFSI

Evolution assumée

Pour cette troisième génération, Audi décline d'emblée son Q5 en deux silhouettes : SUV classique ou Sportback au profil plus dynamique. Sous le capot, trois motorisations, dont... un Diesel, un retour qui interpelle.

Audi annonçait en 2021 que ses nouveaux modèles seraient 100 % électriques dès 2026, avec l'arrêt progressif des moteurs thermiques d'ici 2033. Pourtant, en 2025, le Q5 conserve des blocs à essence et Diesel. Ce SUV premium repose sur la plateforme PPC (Premium Platform Combustion) dédiée aux moteurs thermiques implantés de manière longitudinale. Un choix stratégique en raison d'un marché électrique en perte de vitesse et des incertitudes économiques.

Avec des ventes en recul de 12 % en 2024 et une demande limitée pour les électriques (-8 %), Audi ajuste sa stratégie. Le Q5 joue ainsi la carte de la transition douce, avec une hybridation légère 48V, mais sans version hybride rechargeable pour le moment.

Dimensions

Le Q5 gagne quelques centimètres : 4,72 m de long (+3 cm), 1,65 m de haut (+4 cm), 1,90 m de large (+1 cm), avec un empattement inchangé de 2,82 m. Son coffre perd un peu de volume à cause de la batterie 48V, affichant désormais 520 litres (515 litres pour le Sportback). Il retrouve ses rivaux historiques, le Mercedes GLC et le BMW X3, tout en affrontant un Volvo XC60 qui, lui aussi, a mis ses ambitions 100 % électriques en pause.

Spécifications

Notre essai s'est porté sur une version Sportback 2.0 TFSI quattro avec la suspension pneumatique optionnelle et des jantes de 21". Son 4-cylindres de 204 ch et 340 Nm, épaulé par le MHEV "plus" (24 ch et 230 Nm), assure des performances honnêtes via une boîte S tronic 7 rapports.

Le système MHEV "plus" apporte une aide électrique notable : démarrages en douceur, récupération d'énergie accrue et roulage 100 % électrique sur quelques ki-



lomètres. Son petit moteur électrique de 24 ch et 230 Nm, alimenté par une batterie 1,7 kWh, permet aussi d'abaisser les émissions de 10 à 17 g/km de CO₂.

Audi estime que cette version essence sera la plus vendue, tandis que le Diesel ne jouera qu'un rôle marginal.

Intérieur

Le poste de conduite intègre désormais un grand écran incurvé panoramique, pouvant être complété par un écran pour le passager en option. La connectivité est au rendez-vous : Spotify, Google Maps et toutes les fonctionnalités attendues d'un SUV premium.

La finition reste impeccable, malgré quelques plastiques visibles. L'habitabilité est généreuse, même en Sportback, et la qualité perçue demeure un atout.

Comportement

L'hybridation légère apporte un agrément supplémentaire avec un démarrage fluide et silencieux, tant que l'accélérateur est effleuré. Dès qu'on le sollicite davantage, le 4-cylindres se fait entendre, avec une sonorité assez quelconque.

La suspension pneumatique brille par son filtrage, même avec les grandes jantes. La direction, précise, manque toutefois de retour d'information, et le train avant peine parfois à digérer le poids du véhicule. Résultat ? Un SUV serein et confortable, mais pas spécialement dynamique.

Verdict

Le Q5 de troisième génération ne cède pas encore à l'électrique et optimise ses motorisations thermiques avec une hybridation 48V améliorée. Il reste un pilier du segment premium, plus raffiné et efficient, sans révolutionner l'expérience de conduite.

10.000 Toyota électriques commandés en 1 heure... en Chine

Le nouveau Toyota bZ3X, un SUV électrique destiné au marché chinois, a obtenu plus de 10.000 commandes lors de son lancement commercial en Chine. Il faut dire qu'à 15.000 euros, c'est pas cher !

Toyota accélère son offensive sur le marché chinois des véhicules électriques avec le bZ3X, un SUV entièrement électrique conçu pour répondre aux attentes locales. Ce modèle s'inscrit dans la stratégie « Beyond Zero » du constructeur, qui vise à proposer des solutions de mobilité propre et innovante.

Spécifications et performances

Le Toyota bZ3X repose sur la plateforme e-TNGA, développée en collaboration avec GAC. Ce SUV adopte une batterie LFP (lithium-fer-phosphate) de 50,03 kWh, offrant une meilleure durabilité et une charge optimisée. Deux motorisations sont proposées : une version de 150 kW (204 ch) et une plus puissante de

165 kW (224 ch). Ce SUV électrique mesure 4600 mm d'empattement pour 1875 mm de large et 1645 mm de haut avec un empattement de 2765 mm qui confirme sa vocation familiale. La masse annoncée est de l'ordre de 1835 kg.

L'autonomie atteindrait 430 km selon le cycle CLTC, donc entre 350 et 400 km en WLTP. Le design du bZ3X se distingue par un style dynamique, des lignes épurées et un toit flottant, caractéristiques des SUV modernes. Son aérodynamisme est optimisé pour améliorer l'efficacité énergétique et offrir une meilleure autonomie.

Équipements et tarifs en Chine

L'intérieur du bZ3X mise sur la technologie avec un écran tactile central de 14,6 pouces, un combiné d'instrumentation numérique et un système d'assistance à la conduite évolué. L'habitacle, spacieux et modulable, comprend des sièges ajustables, un toit panoramique et une interface in-



tuitive basée sur l'intelligence artificielle pour améliorer le confort de conduite.

Côté tarifs, le Toyota bZ3X débute à 119.800 yuans (environ 15.250 euros) pour la version d'entrée de gamme. Les versions plus équipées et puissantes dépassent les 159.800 yuans (soit environ 20.350 euros), en fonction des options choisies. Ce positionnement tarifaire permet à Toyota de rivaliser avec les constructeurs chinois tels que BYD et Nio, leaders du marché local de l'électrique.

Avec le bZ3X, Toyota entend renforcer son implantation en Chine et séduire une clientèle en quête de véhicules électriques performants et accessibles. Mais la question mérite d'être posée : Si ce bZ3X peut réellement concurrencer les modèles chinois qui sont également commercialisés en Europe et ne manquent pas de qualités, pourquoi Toyota ne proposerait-il pas le bZ3X en Europe rapidement ?

GOOGLE MAPS OU WAZE SUR LA LUNE ?

La NASA apporte une bonne nouvelle aux astronautes des futures missions...

L'expérience LuGRE de la NASA et de l'Agence spatiale italienne a réussi à capter des signaux GPS sur la Lune le 3 mars 2025. Cette première historique ouvre la voie à des systèmes de navigation autonomes pour les futures missions lunaires, et permet aux astronautes de se déplacer avec précision sur notre satellite.

La navigation sur Terre s'appuie aujourd'hui largement sur les signaux du Système mondial de navigation par satellite (GNSS) qui alimentent des applications comme Google Maps ou Waze. Jusqu'à présent, personne ne savait si ces signaux pouvaient être captés et utilisés aussi loin que la Lune.

Jusqu'au 2 mars. Ce jour où l'atterrisseur Blue Ghost de Firefly Aerospace s'est posé dans la région Mare Crisium de la Lune, transportant avec lui dix charges utiles de la NASA, dont l'expérience de récepteur GNSS lunaire (LuGRE). Ce projet collaboratif entre la NASA et l'Agence spatiale italienne entendait démontrer la possibilité de recevoir et d'utiliser les signaux GNSS à la surface lunaire. Le matériel a été développé par l'Agence spatiale italienne et son partenaire industriel Qascom, soit la première technologie italienne à fonctionner sur la Lune.

Les signaux GPS ont été captés à 362 000 km de la Terre

Le 3 mars à 2 heures du matin (heure de l'Est), LuGRE a fait un grand pas pour l'humanité en réussissant à acquérir et suivre des signaux de navigation à environ 362 102 kilomètres de la Terre. L'instrument a capté les signaux provenant de deux constellations de satellites : le système GPS américain et le système Galileo européen, grâce auquel 4 milliards d'objets sont aujourd'hui connectés. Ce succès ne représente pas une simple prouesse tech-



nique mais ouvre de nouvelles possibilités pour l'exploration spatiale.

« Sur Terre, nous pouvons utiliser les signaux GNSS pour naviguer dans tous les domaines, des smartphones aux avions », a déclaré Kevin Coggins, administrateur adjoint du programme Space Communications and Navigation (SCaN) de la NASA. « Aujourd'hui, LuGRE nous montre que nous pouvons acquérir et suivre avec succès les signaux GNSS sur la Lune. C'est une découverte très intéressante pour la navigation lunaire, et nous espérons exploiter cette capacité pour les missions futures », ajoute-t-il.

La performance de LuGRE a dépassé les attentes. Avant même d'atteindre la Lune, l'instrument avait déjà battu des records en captant des signaux GPS à 336 000 km de la Terre le 21 janvier, puis à 391 070 km lors de son entrée en orbite lunaire le 20 février. Ces résultats prouvent que les missions dans l'espace cislunaire (zone entre la Terre et la Lune) peuvent également utiliser le GNSS pour la navigation. Les ingénieurs de la NASA suivaient traditionnellement les engins spatiaux grâce à une combinaison de capteurs embarqués et de stations de suivi terrestres, qui avaient besoin d'une intervention humaine constante. Les signaux GNSS, captés et utilisés de manière autonome, pourraient réduire cette dépendance.

Cette technologie représente une révolution pour l'exploration lunaire d'Artemis

Cette avancée technologique arrive à point nommé pour la campagne Artemis de la NASA, qui prévoit le retour des humains sur la Lune. La capacité à se positionner et naviguer précisément sur la surface lunaire n'est en effet pas une mince affaire pour les astronautes et les véhicules d'exploration.

« Ce projet ne concerne pas uniquement la NASA, a expliqué Lauren Konitzer, ingénieure en navigation et en conception de missions chez NASA Goddard. C'est quelque chose que nous faisons pour le bien de l'humanité. Nous travaillons pour prouver que le GNSS lunaire peut fonc-

tionner et nous partageons nos découvertes avec le monde entier ».

Les données collectées par LuGRE seront d'ailleurs rendues publiques environ six mois après la fin des opérations. La NASA et l'Agence spatiale italienne souhaitent élargir l'accès à la recherche sur le GNSS lunaire pour toutes les missions futures, qu'elles soient gouvernementales ou commerciales.

À l'heure actuelle, l'équipe de LuGRE continue de collecter des données en mode quasi continu jusqu'au 16 mars. L'atterrisseur Blue Ghost qui s'est posé tranquillement le 3 mars dernier, sera opérationnel pendant 14 jours lunaires. Il va permettre aux chercheurs d'obtenir des informations précieuses sur le fonctionnement des signaux GNSS dans l'environnement lunaire.

Si les applications de navigation terrestre comme Waze ou Google Maps nécessitent une connexion Internet pour fonctionner pleinement, la démonstration de LuGRE prouve que la composante fondamentale de ces systèmes – la réception des signaux de positionnement – est techniquement possible sur la Lune. Cela laisse entrevoir un futur où les astronautes pourraient utiliser des technologies similaires pour se déplacer efficacement sur la surface lunaire, éviter les obstacles et optimiser leurs itinéraires, tout comme les conducteurs le font quotidiennement sur Terre.

Aujourd'hui, la Terre, demain, la Lune, et après-demain, où nous baladerons-nous grâce à LuGRE ?

CHANGEMENT DE STRATÉGIE RADICAL CHEZ VOLKSWAGEN

«C'est une voiture, pas un téléphone»



Volkswagen réintroduit les boutons physiques sur ses tableaux de bord. Le constructeur abandonne les commandes tactiles pour des fonctions essentielles, après des critiques des utilisateurs et des experts. Andreas Mindt, responsable du design, confirme que cette modification concernera tous les futurs modèles à partir de l'ID.2all. Volkswagen revoit sa copie et revient sur sa stratégie d'interface uti-

lisateur en intégrant de nouveau des commandes physiques dans ses véhicules. Depuis plusieurs années, la marque avait privilégié des écrans tactiles et des surfaces haptiques pour remplacer les boutons traditionnels, ce qui a entraîné de nombreux retours négatifs. Les conducteurs se sont plaints d'un manque d'ergonomie et d'une expérience de conduite moins intuitive. Andreas Mindt, chef du design, annonce un retour aux commandes

physiques pour certaines fonctions essentielles. Le changement débutera avec la version de production de l'ID.2all, prévue l'année prochaine, et concernera tous les modèles futurs. Que ne ferait-on pas pour satisfaire sa clientèle.

Les boutons physiques reviennent après de nombreuses critiques

Volkswagen a pris en compte les remarques de ses clients pour mo-

difier sa stratégie. Depuis l'introduction des commandes tactiles et haptiques, de nombreux utilisateurs se sont plaints d'une interface trop complexe. Les commandes essentielles, comme le réglage du volume ou de la climatisation, étaient souvent dissimulées dans des menus tactiles, ce qui détournait l'attention du conducteur. Ce constat a été confirmé par des études et des retours de groupes de discussion menés par d'autres constructeurs. Hyundai, par exemple, a rapporté que ses utilisateurs trouvaient les interfaces 100 % tactiles stressantes et peu pratiques. Tesla, qui a progressivement supprimé les commandes physiques au profit d'un écran central, a influencé de nombreux constructeurs, mais cette évolution ne convient pas à tous les conducteurs. Volkswagen a donc décidé de franchir le pas et de revenir aux commandes physiques. Andreas Mindt a déclaré que la marque « ne fera plus jamais cette erreur » et affirme : « Honnêtement, c'est une voiture. Ce n'est pas un téléphone : c'est une voiture ». Désormais, les fonctions essentielles comme le volume, la climatisation et les feux de détresse disposeront de boutons physiques placés sous l'écran tactile. Sur le volant, les boutons haptiques seront également remplacés par des commandes classiques.

La réglementation et la sécurité poussent les constructeurs à réintégrer des commandes physiques

Les retours des clients ne sont pas la seule raison de ce changement. Le programme d'évaluation des nouveaux véhicules de l'UE (NCAP) prévoit d'introduire de nouvelles normes en 2026. Celles-ci pourraient imposer la présence de commandes physiques pour certaines fonctions, comme la climatisation et les feux, afin d'obtenir une note de sécurité optimale. L'objectif de ces normes est de garantir une meilleure sécurité pour les conducteurs et les passagers. Les écrans tactiles exigent une attention visuelle prolongée, ce qui peut augmenter les risques d'accidents. Une étude récente de l'organisme suédois Vi Bilägare a montré qu'un conducteur met en moyenne quatre fois plus de temps à effectuer une action sur un écran tactile que sur un bouton physique. Les constructeurs réagissent à ces nouvelles exigences. Kia et Hyundai ont déjà commencé à réintroduire des commandes physiques dans leurs nouveaux modèles. En Chine, des marques comme Xiaomi proposent même des accessoires permettant d'ajouter des boutons physiques sur les écrans tactiles. Finalement, c'était peut-être mieux avant.

Mots fléchés

Harmoniser	Toto	Coupelle de labo	Peau de veau mort-né	Fumeur sicilien	Calcium	Revenus réguliers
Entre la chaussée et le fossé						
	Trompée	Tirer le lait	Oeuvres dramatiques	Marque automobile japonaise	Grain de chapelet	Soufflé
					Canards nordiques	
Dramaturge français (Georges)						Par Elle est utilisée comme colorant
Voile triangulaire		Globules sphériques	Déchif-fraient			
					Donné	
On peut les franchir					Largueur d'étoffe	
Arôme			Grasse	Ajustés		
Partie d'examen	Un personnage de Shakespeare Il peut être trempé			Saint de la joie		Une intervalle musicale
				Démonst-ratif		Chapeau de feutre
		Complice de Francis Blanche			Une salade	
					Mondain	
L'arc-en-ciel était la trace de son pied	Un person-nage du Misan-thrope				Récif dangereux	
		Ils sont encore jeunes				Écrivain italien
		Père de Sem, Cham et Japhet				Samarium
						Petit tour
						Tanneurs
Commune à côté de Nantes	Épan-chement	Natifs		Boussole de naviga-tion		
		Pays d'Afrique central		Tantale		
				Imitation sans valeur		Prénom féminin
				Qui est bien appris		Écorce pulvérisée
Footbal-leur, tennisman, basketteur	Finis				Ancienne mesure chinoise	
	Singe araignée				Dirigeant portugais	
		Commune normande		Décalitre		Lions de mer
				Il y a l'avant et l'après		
Sa capitale est Salt Lake City			Clones	Célèbre dialoguiste français (Henri)		
Trou perdu				Pronom personnel		
		Pièce d'une charrue			Champion du monde de boxe (Mike)	Travail forcé
		Lettre grecque				No trump (sans atout au bridge)
Exalitre		Cadeau du ciel		Parasite de l'intestin		
Âpres		Voie ferrée		Religieuse		Son nom indique sa forme
			Énigme			
Convive	Souffrants				Note de musique	Morceau de choix
	Formule d'encoura-gement					Possessif
			Rouquines			
Élèves catholiques pour le titi parisien			Greffa			Sélénium

PÉTROLE

Le Brent stable autour de 70 dollars

Les cours du pétrole sont stables lundi, l'attention du marché se tournant vers les perspectives de production et de demande d'or noir pour trouver un nouvel équilibre. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mai, prenait vers midi 0,09% à 70,42 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en avril, gagnait 0,06% à 67,08 dollars. Le marché pétrolier reste prudent, ont constaté les analystes soulignant que "les craintes de récession pourraient devenir le thème central de cette semaine, ce qui est négatif pour les prix du pétrole". La politique économique des Etats-Unis, premier producteur mondial de pétrole, inquiète tout particulièrement les analystes.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 11 mars 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



DIPLOMATIE

Attaf reçoit la vice-présidente de la Commission de l'UA

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, lundi au siège du ministère, la vice-présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), Mme Monique Nsanzabaganwa, qui lui a rendu une visite d'adieu quelques jours avant la fin de son mandat, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, M. Attaf a félicité Mme Monique Nsanzabaganwa d'avoir mené à terme son mandat à la Commission de l'UA, saluant "les efforts qu'elle a consentis au service de l'agenda continental", tout en lui souhaitant "plein succès dans ses projets futurs", précise la même source. L'audience a également été l'occasion pour les deux parties de "procéder à un échange de vues et d'analyses sur les développements de la situation à l'échelle continentale, notamment sur les perspectives de renforcement de l'action africaine commune pour relever les défis posés en matière sécuritaire, politique et de développement", conclut le communiqué.

CONSOMMATION DURANT RAMADHAN

Lancement de la campagne nationale de lutte contre le gaspillage

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, a procédé, en coordination avec les différents secteurs et organismes concernés, au lancement de la campagne nationale de lutte contre le gaspillage pendant le mois de Ramadhan, l'objectif étant de diffuser la culture de rationalisation et de sensibiliser à l'importance de la consommation responsable, indique lundi un communiqué du ministère. Cette campagne nationale vise à "diffuser la culture de rationalisation et à sensibiliser à l'importance d'une consommation responsable", notamment pendant le mois de Ramadhan, durant lequel la demande sur les produits alimentaires augmente significativement, précise le ministère. S'inscrivant dans le cadre des efforts nationaux visant à promouvoir la consommation rationnelle et à lutter contre le gaspillage, cette initiative vise, selon le communiqué, à "sensibiliser les citoyens à la nécessité de préserver les ressources alimentaires, ce qui aura un impact positif sur l'économie nationale et consolidera les valeurs de la solidarité et de la responsabilité sociale". La campagne inclut une série d'actions, notamment des campagnes médiatiques et de sensibilisation et des actions sur le terrain, en collaboration avec les commerçants, les producteurs, les associations professionnelles et celles de protection des consommateurs.

PROJET DE LOI MINIÈRE

Simplification des procédures et nouvelles incitations aux investisseurs

Le projet de loi régissant les activités minières, en cours d'étude au niveau de la commission des Affaires économiques de l'APN, vise, à travers une série de nouvelles mesures, à améliorer le climat d'investissement minier en simplifiant les procédures d'accès à l'activité de recherche et d'exploitation, en rendant ces procédures plus transparentes avec des conditions plus stimulantes aux investisseurs publics et privés, nationaux et étrangers. Outre l'annulation de certaines mesures en vigueur dans le cadre de l'actuelle loi comme la règle des 51/49%, le texte, dont l'APS a consulté une copie, comprend une série de dispositions dans la cadre de l'investissement et l'exploitation et la valorisation des divers métaux en facilitant les procédures, dans la perspective d'une nouvelle politique nationale minière qui soit plus stable et durable. Le projet de loi, qui sera débattu bientôt au niveau des deux chambres du Parlement, vise à mettre en place des mesures incitatives et à caractère durable pour attirer les capitaux et les technologies dans la recherche et l'exploitation minière. Et comme mesure principale, le projet de loi supprime les dispositions relatives au caractère stratégique des substances minérales et fossiles contenues dans la loi actuellement en vigueur (Loi N 14-05 du 24 février 2014 portant loi minière). La loi de 2014 n'accorde pas le droit aux opérateurs miniers privés nationaux ou étrangers d'exercer une activité dans le cadre d'un permis minier mais en vertu d'un contrat avec une entreprise nationale détentrice du permis suivant la règle 51/ 49%, ce qui a "diminué l'attractivité de l'investissement privé national et étranger et a constitué une contrainte au développement et à la valorisation de ces substances minérales". Parmi les facteurs qui ont conduit à l'élaboration de ce nouveau cadre législatif, la "lenteur et la complexité des procédures légales et réglementaires d'octroi des permis miniers et l'accès conditionné des investisseurs privés nationaux et étrangers, et l'insuffisance des données géologiques et minières de l'Algérie" ce qui a conduit à "une contribution modeste des investissements miniers", lit-on dans l'Exposé des motifs de ce texte. Ainsi, ce dernier introduit l'octroi des permis d'exploitation des titres miniers aux personnes morales créées par les actionnaires étrangers de droit algérien de manière à donner à l'entreprise nationale le droit à une participation limitée au maximum à 20% du capital de la société exploitante durant toute la durée de vie de la mine, alors que cette participation n'est pas exposée à toute réduction en cas d'une augmentation du capital. Le texte, avec ses 218 articles répartis sur 10 chapitres, stipule également qu'il est possible pour l'entreprise nationale de détenir une participation



illimitée dans le capital de la société exploitante du gisement où l'Etat a investi dans la phase recherche et localisation. Selon le projet de loi, les activités de recherche et d'exploitation des substances minérales ou fossiles sont exercées exclusivement en vertu de titres et de permis miniers notamment pour l'exploration des carrières ou des mines et l'exploitation des résidus miniers ou la collecte des météorites ainsi que la prospection et l'exploitation artisanale des mines. Les titres et licences minières délivrés ne confèrent pas à leur titulaire un droit de propriété sur le sol ou le sous-sol, conformément à l'article 59 du texte. --Une procédure unique au lieu de la double procédure-- Afin de mettre fin aux obstacles bureaucratiques et diminuer la durée de traitement des demandes d'obtention des titres miniers, le texte propose des mesures permettant de promouvoir le partenariat dans toutes ses formes avec les sociétés privées nationales et étrangères afin notamment de garantir de financer les activités et le transfert de technologie. L'article 66 stipule que chaque demandeur d'un permis de sondage, et afin d'autoriser l'exploration des mines et carrières, doit préalablement être une personne morale de droit algérien ou étranger, ou être une personne morale de droit algérien pour les permis d'exploitation des mines et de carrières, alors que pour les permis d'exploitation artisanale des mines et des carrières il est exigé au demandeur d'être une personne physique de nationalité algérienne ou une personne morale de droit algérien. L'octroi du permis minier est accordé, selon le projet de loi, pour une durée maximale de 30 ans avec possibilité de renouvellement à plusieurs reprises autant que le permettent les réserves à exploiter, tandis que la durée du permis d'exploitation des carrières a été limitée à une durée maximale de 15 ans avec possibilité de renouvellement (article 100). Concernant le permis d'exploitation artisanale des mines et des carrières, il est accordé par l'Agence nationale des activités mi-

nières pour une durée maximale de 5 ans avec possibilité de renouvellement à l'opérateur exploitant à plusieurs fois consécutives et pour la même durée. Parmi les nouvelles dispositions introduites afin de simplifier les procédures, le projet de loi consacre une procédure unique pour l'obtention du permis minier afin de relancer le secteur au moment où les activités minières sont soumises actuellement à la double procédure liée à la législation minière et environnementale, ce qui a "constitué une contrainte pour les projets miniers" durant les années passées. Le texte renforce, d'autre part, le rôle de l'Agence nationale des activités minières et l'Agence du service géologique d'Algérie en les chargeant des missions de la régulation notamment pour élaborer et valider les règlements, les orientations et les normes de protection des biens géologiques et minéraux. Parmi les nouvelles mesures contenues dans le projet de loi, l'introduction de la notion du "contenu local" en vue de valoriser les produits miniers localement pour une plus grande valeur ajoutée, à travers la mise en place d'unités de transformation et donner la priorité à l'emploi de la main d'œuvre locale et au transfert de la technologie. Cette mesure prend en considération, et comme priorité, la satisfaction des besoins du marché national en produits miniers finis, sachant que le texte incite les opérateurs miniers à contribuer efficacement à augmenter la valeur ajoutée des produits miniers via une opération intégrée (le traitement, l'affinage et la transformation de l'ensemble ou d'une partie des produits miniers au niveau des unités existantes en Algérie). Ce texte crée également le "droit de priorité" qui donne la possibilité, avec certaines conditions, aux propriétaires de terrains ayant des capacités techniques et financières, d'exploiter et de valoriser les substances minérales relevant au mode de carrière, et éviter ainsi les litiges entre investisseurs dans le domaine minier et les propriétaires terriens.